

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

IRLANDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

MAI 1978

STATISTIQUES DE BASE DE L'IRLANDE

LE PAYS

Superficie (milliers de km ²)	70	Population des grandes villes, y compris les banlieues, recensement de 1971 (milliers) :	
Superficie agricole, en 1974, en pourcentage de la superficie totale	69	Dublin, Co. Borough	680
		Cork, Co. Borough	134
		Dun Laoghaire, Co. Borough	99
		Limerick, Co. Borough	64

LA POPULATION

Population (avril 1976)	3 162 000	Emigration :	
Densité au km ²	45	Moyenne annuelle 1966-1971	10 782
Accroissement de la population (moyenne annuelle 1972-1976)	36 600	Moyenne annuelle par 1 000 habitants	3.7
Accroissement naturel de la population (moyenne annuelle 1972-1976)	34 600	Population active totale, en avril 1976	1 143 000
		Population active civile occupée :	
		Agriculture, sylviculture et pêche	243 000
		Industrie et construction	304 000
		Autres secteurs	474 000

L'ÉTAT

Dépenses ordinaires du secteur public en biens et services, en 1977 (pourcentage du PNB)	19	Composition du Parlement (fin 1977) :	sièges
Recettes ordinaires de l'Etat en 1977 (pourcentage du PNB)	33	Fianna Fail	84
Dette publique au 31-12-1977 (pourcentage des recettes ordinaires de l'Etat en 1977)	240	Fianna Gael	43
		Travailleurs	17
		Autres	4
		Dernières élections : Juin 1977	

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations :		Importations :	
Exportations de biens et services, en pourcentage du PNB (1976)	48	Importations de biens et services, en pourcentage du PNB (1976)	55
Principaux produits exportés en 1976 (en pourcentage des exportations totales) :		Principaux produits importés en 1976 (en pourcentage des importations totales) :	
Viande et préparations à base de viande	13	Machines et appareils électriques	19
Machines et appareils électriques	12	Pétrole et dérivés	12
Produits laitiers et œufs	11	Produits textiles manufacturés	6
Bétail sur pied	6	Fer et acier	3
Produits textiles manufacturés	6	Principaux fournisseurs en 1977 (pourcentage du total) :	
Habillement	3	Royaume-Uni	48
Produits médicaux	3	Autres de la Communauté Economique Européenne	20
Minerais et déchets de métaux	1	Etats-Unis	9
Principaux clients en 1977 (pourcentage du total) :			
Royaume-Uni	47		
Autres de la Communauté Economique Européenne	29		
Etats-Unis	6		

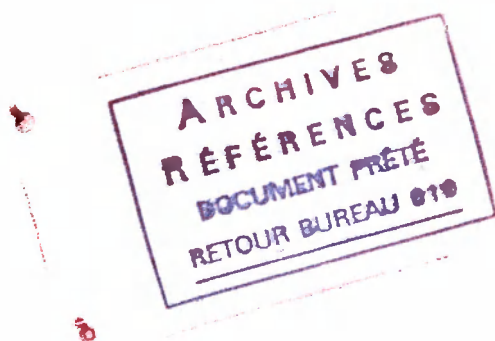
LA MONNAIE

Unité monétaire : la livre irlandaise		Unité monétaire par dollar E.-U., moyenne des données journalières :	
		Année 1977	0.57
		Mars 1978	0.52

NOTE On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

IRLANDE



L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.



*L'examen annuel de la situation de l'Irlande
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement de l'OCDE
a eu lieu le 18 avril 1978.*

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Evolution récente	6
Demande et production	6
Le marché du travail	11
Coûts et prix	14
Echanges et paiements	18
II Politique économique	20
Politique budgétaire	21
Politique monétaire	24
Evolution à moyen terme des finances publiques	28
Politique des salaires	31
III Quelques problèmes à moyen terme	32
Le programme de développement 1977-1980	32
Balance des paiements	33
Inflation	33
Emploi et production	34
Finances publiques et régulation monétaire	35
IV Perspective à court terme et conclusions	36
Perspectives pour 1978	36
Conclusions	38
<i>Annexe : Chronologie économique</i>	41
Annexe statistique	48

TABLEAUX

Texte

1	Utilisation du PIB	7
2	Comptes d'affectation des ménages	8
3	Indicateurs du marché du travail	9
4	Balance des paiements	18
5	Commerce extérieur	19
6	Dépenses courantes des administrations publiques	22
7	Programme d'équipement du secteur public	23
8	Formation de la masse monétaire	25
9	Ensemble des banques agréées - Analyse des avances	26

10	Résumé des opérations budgétaires	28
11	Dette publique	30
12	Besoins de financement des administrations publiques et masse monétaire	30
13	Taux de croissance annuels, résultats et projections	33
14	Prévisions à court terme	37

Annexe statistique

A	Emplois du produit national brut	48
B	Production, emploi et autres indicateurs de l'activité économique	49
C	Prix et salaires	50
D	Balance des paiements, 1966-1975	51
E	Commerce et paiements extérieurs	52

GRAPHIQUES

1	Indicateurs de la consommation	10
2	Production et emploi dans l'industrie	12
3	Chômage	13
4	Productivité et coûts salariaux unitaires dans l'industrie manufacturière	15
5	Prix à la consommation et prix du commerce extérieur	17
6	Taux d'intérêt	27

INTRODUCTION

Au cours des dernières années l'évolution chronologique du cycle en Irlande a coïncidé grosso modo avec celle de l'ensemble de la zone de l'OCDE. Le recul conjoncturel mesuré par l'évolution de la production a probablement été égal à la moyenne des pays de l'OCDE, le creux de l'activité étant intervenu vers le milieu de 1975 moment à partir duquel une reprise de plus en plus forte de la croissance de la production a été enregistrée. Au cours de la période de recul, le taux de chômage recensé est passé d'un minimum de 6.6 % au troisième trimestre de 1973 à un maximum d'environ 13 % au début de 1976. Sensiblement pendant la même période, le taux annuel d'inflation a atteint un maximum de 24.5 % et le déficit de la balance extérieure des opérations courantes s'est creusé pour atteindre 9.5 % du PIB en 1974. L'ampleur de ces mouvements s'explique en partie par des facteurs extérieurs ; outre le recul de la demande étrangère, l'Irlande a connu une détérioration de 20 % de ses termes de l'échange entre 1973 et 1975.

Les résultats économiques se sont sensiblement améliorés au cours des deux dernières années. Le taux de croissance du PIB réel qui a été de plus de 3 % en 1976 et que l'on estime à 5 % pour 1977 marque une reprise plus rapide que celle qu'ont connue en moyenne les petits pays de l'OCDE pendant la même période. Le facteur initial de la reprise a sans doute été le retournement de la conjoncture intérieure intervenu en 1976, mais l'accélération continue de la croissance de la production qui a marqué l'année 1977 et qui se poursuivra selon toute vraisemblance en 1978 est largement redevable à l'expansion rapide des exportations. C'est pourquoi, pendant la période de reprise, le déficit extérieur des opérations courantes — qui a été équivalent à quelque 2 % du PIB en 1977 — n'a guère constitué un obstacle à la liberté d'action du gouvernement. La bonne tenue de la balance extérieure est due en grande partie à l'augmentation très rapide des exportations industrielles qui a permis à l'Irlande de faire face sans difficulté à l'augmentation des importations liée à l'expansion de l'activité intérieure. Le rythme d'inflation a d'abord marqué une lente diminution mais en 1977 il s'est sensiblement ralenti puisqu'il correspondait à la fin de l'année à un taux annuel d'environ 10.8 % contre 20.6 % au dernier trimestre de l'année précédente. Ce ralentissement s'est poursuivi au cours du premier semestre de cette année. L'élément le plus décevant pendant la période de reprise a été l'évolution de l'emploi qui n'a pas progressé suffisamment pour modifier sensiblement le niveau de chômage. Actuellement, le taux de chômage se situe à environ 11 ½ %, ce qui signifie qu'il n'a reculé que d'un point et demi de pourcentage par rapport à son niveau maximum. La demande et la production font actuellement preuve d'une grande fermeté, ce qui ajouté à l'orientation expansionniste de la politique appliquée permet de prévoir que 1978 sera une nouvelle année de forte croissance économique, et l'on peut s'attendre à une croissance de 6 % du PIB réel et à une nouvelle diminution du taux d'inflation par rapport à l'année précédente. Cependant, contrairement à 1977, le déficit de la balance des paiements courants devrait augmenter.

Au cours des dernières années la politique économique de l'Irlande est passée par plusieurs étapes différentes. Au cours de la période de recul conjoncturelle,

elle avait surtout pour objet de soutenir le niveau d'activité et de maintenir les revenus réels ; le déficit de l'Etat avait donc sensiblement progressé, les besoins d'emprunt correspondant à 16.3 % du PIB en 1975. Le budget de 1976, qui fixait des limites plus strictes aux dépenses publiques marquait un pas vers une politique budgétaire moins expansionniste ; bien que les revenus nominaux aient progressé moins rapidement qu'en 1975, les besoins d'emprunt public ont diminué pour tomber à 11.5 % du PNB. Dans ses grandes lignes, le budget de 1977 marquait la continuation de la politique budgétaire adoptée l'année précédente et, étant donné que l'activité économique s'est accélérée, le déficit a de nouveau été réduit. Le budget de 1978 — qui est le premier à être présenté par le nouveau gouvernement issu des élections — représente une évolution marquée vers l'expansion puisqu'il prévoit d'importantes augmentations de dépenses et des réductions d'impôts. Le budget a été conçu de façon à faire partie d'un plan de développement jusqu'en 1980 et il a été précédé en janvier d'un Livre Blanc qui définissait des objectifs généraux pour accroître l'emploi et la production et lutter contre l'inflation.

Dans la première partie de cette étude, nous examinerons les progrès réalisés au cours de la reprise actuelle, en nous attachant particulièrement à l'évolution de des dix-huit derniers mois. La partie II est consacrée à une description de l'orientation de la politique adoptée au cours des deux dernières années en matière budgétaire, monétaire et salariale et comprend une section sur l'évolution à moyen terme des finances publiques. Certains problèmes à moyen terme sont traités dans la partie III. La partie IV contient des évaluations du Secrétariat sur les résultats probables de 1978 et des conclusions relatives à la politique économique.

I ÉVOLUTION RÉCENTE

Demande et production

La croissance de la production a été relativement forte en Irlande au cours des deux dernières années. En 1976, le PIB a augmenté de 3 $\frac{1}{2}$ %, c'est-à-dire moins que la moyenne des pays de l'OCDE, mais plus que la moyenne des petits pays Membres d'Europe. D'après les estimations¹, la croissance du PIB réel pour 1977 serait passée à plus de 5 %, soit le taux de croissance le plus élevé dans toute la zone de l'OCDE. L'accélération de la croissance de la production entre 1976 et 1977 a été due en grande partie à la forte reprise de la production agricole intervenue en 1977 après la baisse enregistrée en 1976. La production industrielle a été extrêmement dynamique au cours de ces deux années, augmentant de 9 % en 1976 et, d'après les estimations, de 8 % en 1977.

Le retournement marqué de l'activité économique s'explique tant par des facteurs intérieurs que par la très bonne performance des exportations. Le facteur essentiel de l'amélioration initiale a été la demande intérieure, et notamment la consommation et la formation de stocks (tableau 1), dont l'évolution a marqué un retournement après le recul passager qui avait été enregistré en 1975 et qui avait reflété, en l'exagérant, le mouvement de baisse conjoncturelle. Si le revenu disponible réel avait augmenté de 3 $\frac{3}{4}$ % en 1975, le taux d'épargne avait connu une progression si rapide que la consommation réelle avait baissé de plus de 3 %. En 1976, le revenu disponible réel n'a pas enregistré de variation, mais comme le taux d'épargne s'est rapproché de la normale il en est résulté une augmentation de près de 3 % de la consommation réelle. Ces fluctuations assez fortes du taux

¹ Les estimations, pour 1977, des agrégats des comptes nationaux émanent directement du ministère des Finances Irlandais.

Tableau 1 Utilisation du PIB
Pourcentage de variation en volume, aux prix de 1970, taux annuels

	Prix courants de 1975 en millions de livres	Moyenne 1970-1976	1973	1974	1975	1976	1977 ¹
Consommation du secteur privé	2 366	2.2	5.2	-0.2	-3.2	2.8	4½
Consommation du secteur public	700	6.2	5.9	7.9	5.6	2.1	2
Formation brute de capital fixe	873	4.1	20.1	-5.3	-6.6	4.4	8
Demande intérieure finale	3 939	3.1	8.4	-0.3	-2.6	3.0	5
Formation de stocks ²	-69	-0.1	-	0.5	-5.0	3.3	½
Demande intérieure totale	3 870	3.0	8.3	0.2	-7.1	6.3	5½
Exportations de biens et de services	1 631	6.0	11.3	1.4	6.6	8.4	12½
Importations de biens et de services	1 835	5.4	19.8	-1.3	-11.6	15.4	12½
Balance extérieure ²	-204	-0.1	-4.7	1.2	8.3	-3.3	-1.0
PIB aux prix du marché	3 666	3.1	4.3	1.4	0.4	3.2	5

1 Chiffres directement communiqués par le ministère des Finances, Dublin.

2 Contribution à l'accroissement du PIB.

Source : *Economic Review and Outlook*, juin 1977, Stationery Office, Dublin.

d'épargne en Irlande s'expliquent sans conteste par des raisons analogues à celles qui ont été avancées pour d'autres pays de l'OCDE — à savoir l'incertitude économique croissante, associée à l'accélération de l'inflation, la morosité des milieux d'affaires, le déstockage rapide et l'aggravation du chômage, phénomènes qui se sont quelque peu atténués une fois dépassé le creux conjoncturel. Dans le cas particulier de l'Irlande, le mouvement du taux d'épargne notamment entre 1975 et 1976 s'explique aussi en grande partie, par le fait qu'en 1975 une bonne part de l'augmentation du revenu disponible avait été enregistrée dans le secteur agricole (tableau 2), dont le taux d'épargne est traditionnellement élevé, tandis qu'en 1976, l'augmentation a été davantage le fait des salaires². Dès 1977, du fait du dynamisme de la production et des revenus réels la croissance de la consommation s'est de nouveau accélérée, bien que le taux d'épargne soit demeuré stationnaire.

En même temps que les principales composantes de la demande intérieure se redressaient, on enregistrait une reprise marquée des exportations, dont la contribution absolue à la croissance était toutefois bien plus faible. Si les exportations irlandaises ne sont pas insensibles aux influences du commerce mondial, comme l'indiquent leurs performances inférieures à la normale pour 1974 et 1975, l'action de facteurs liés à l'offre leur ont permis, au cours des dernières années, de croître en moyenne bien plus vite que l'aurait fait prévoir l'évolution de la demande extérieure. Du côté de l'offre, on a en effet assisté à la création d'un certain nombre d'industries nouvelles fortement orientées vers l'exportation, un grand nombre d'entre elles n'étant opérationnelles que depuis quelques dernières années³.

2 D'après les estimations, le salaire réel avant impôt par salarié aurait augmenté de quelque 3 % en 1976 et 2 ½ % en 1977, mais si l'on tient compte des impôts, les variations correspondantes sont de -1 % et de 2 %. Les impôts sur le revenu des personnes ont augmenté de 39.7 % en 1976 et de 21.8 % en 1977, malgré les mesures prises au cours de ces deux années pour réduire les taux d'imposition effectifs.

3 La création de ces nouvelles industries en Irlande remonte à peu près au milieu des années 1950, mais c'est au cours de la dernière décennie que leur influence est devenue particulièrement sensible. Pour une analyse plus détaillée de cette évolution, qui se situe avant tout dans le moyen terme, voir l'Etude économique que l'OCDE a consacrée à l'Irlande en 1974, p. 6, ainsi que l'Etude économique de l'OCDE sur l'Irlande de novembre 1976.

Tableau 2 Compte d'affectation des ménages
 Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	1974	1975	1976	1977 ^a
En termes nominaux				
Revenus agricoles	-9.5	44.3	12.3	32.8
Bénéfices et gains des professions indépendantes	9.6	3.2	22.9	30.0
Salaires non agricoles, traitements et pensions	20.1	27.1	20.6	19.0
Revenu disponible des ménages	14.6	26.3	16.8	21.0
Taux moyen d'épargne pour l'année	19.0	24.5	22.2	23.1
Consommation du secteur privé	14.9	17.9	20.2	19½
En termes réels				
Revenus disponibles ¹	-0.5	3.7	0	5.9
Salaires non agricoles, traitements et pensions disponibles ²	5.0	2.3	-0.2	3.5

1 Revenu disponible des ménages corrigé de la hausse de l'indice des prix de la consommation.

2 Estimation fondée sur l'hypothèse que les salaires non agricoles paient les trois quarts du total des impôts sur le revenu des personnes physiques.

3 Chiffres directement communiqués par le ministère des Finances irlandais ou établis par le Secrétariat de l'OCDE.

Sources : *National Income and Expenditure 1975*, Stationery Office, Dublin ; *Economic Review and Outlook*, juin 1977, Stationery Office, Dublin.

Principalement du fait des résultats enregistrés par ces industries, le total des exportations industrielles a augmenté, en volume, de près de 17 % en 1976 et en 1977, après avoir enregistré un fléchissement en 1975. Ce dynamisme des exportations, tout en contribuant directement à l'amélioration de la balance extérieure, a sans nul doute également eu un effet non négligeable sur les composantes de la demande intérieure, et notamment sur l'investissement fixe.

La formation brute de capital fixe a augmenté, en volume, de 8 % en 1977, contre environ 4½ % en 1976. Cette augmentation est essentiellement imputable à la croissance des investissements en machines et en équipements industriels, qui a été de près de 15 %, et qui est probablement liée à la reprise des investissements des nouvelles industries en 1977⁴. Les données relatives aux ventes intérieures de ciment et aux importations de biens d'équipement donnent une indication des variations intra-annuelles respectives des investissements dans le secteur de la construction et dans celui des machines et de l'outillage. Ces données laissent supposer qu'il y a eu une croissance considérable de ces deux catégories d'investissements en 1977, les chiffres du troisième trimestre étant nettement supérieurs à ceux du premier. La construction de logements a aussi marqué une augmentation substantielle en 1977, malgré son recul du premier semestre. Le nombre de logements terminés au troisième trimestre a dépassé, et de loin, son niveau de l'année précédente et le nombre des approbations de prêts signées par les sociétés de crédit immobilier pour des logements nouveaux, qui a augmenté aussi au troisième trimestre a continué sa progression au quatrième trimestre.

Comme dans la plupart des pays de l'OCDE, la formation de stocks a joué un rôle important dans la reprise de l'activité entre 1975 et 1976, mais en 1977 sa contribution a été faible. Le cycle des stocks a été extrêmement prononcé en

4 Le nombre des projets d'investissements approuvés par la Industrial Development Authority (IDA), qui peuvent précéder l'investissement effectif d'un laps de temps considérable, a augmenté au total de 160 % en 1977, et l'on a enregistré une forte croissance des investissements tant nationaux qu'étrangers.

Tableau 3 Indicateurs du marché du travail

	1973	1974	1975	1976	1976				1977		
					I	II	III	IV	I	II	III
Population ¹	3 051	3 089	3 127	3 162							
Population active ¹	1 123	1 130	1 140	1 143							
Emploi total ¹	1 057	1 066	1 050	1 035							
<i>dont</i> : Agriculture	260	254	252	243							
Autres secteurs	797	812	798	792							
Industries des biens transportables ^{1 2}	227	232	220	214	197.9	199.9	201.9	204.1	205.1	206.9	208.8
Industrie manufacturière ^{1 2}	217	222	210	204	187.8	189.8	191.5	191.3	194.6	195.6	197.9
Bâtiment et construction ¹	83	85	81	76							
Total des chômeurs recensés	66.6	72.0	104.4	112.8	116.6	112.5	110.1	111.9	117.0	111.2	107.5
Taux de chômage indemnisé (%)	7.2	7.9	12.2	12.3	12.9	12.4	12.0	12.0	12.6	12.0	11.4
Migration nette ³	7.5	5.8	5.6	1.5							
Durée hebdomadaire du travail dans l'industrie manufacturière		41.5	41.2	41.8	40.8	41.7	42.1	42.6	42.1	42.4	

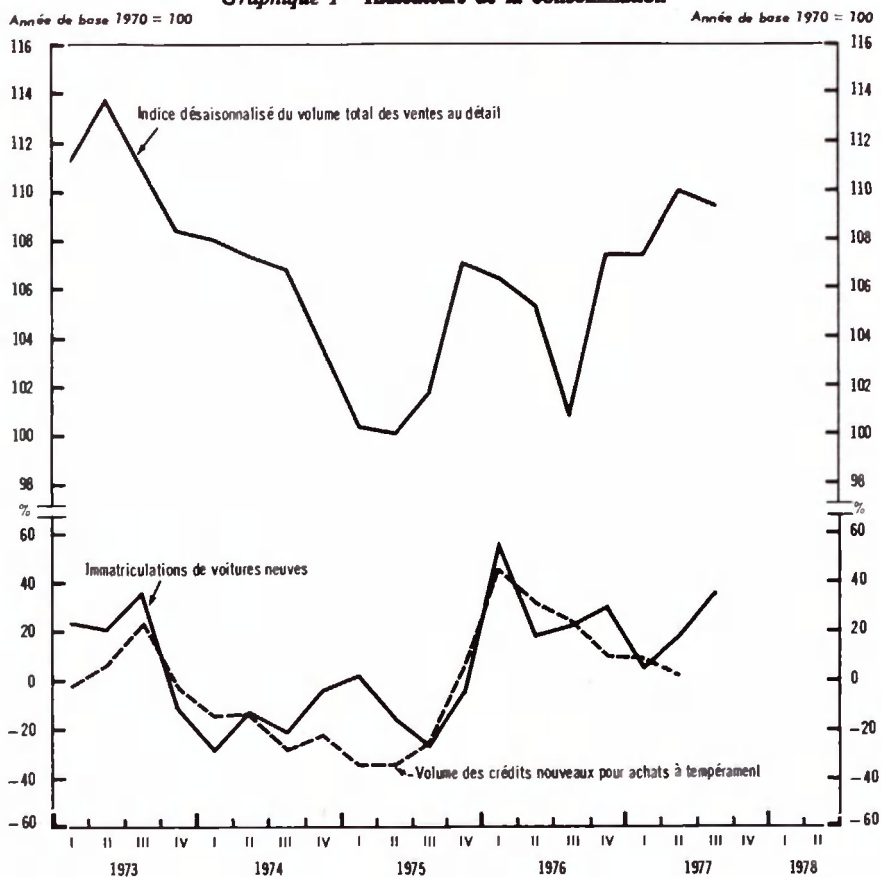
1 Les données annuelles concernent le milieu du mois d'avril de l'année considérée.

2 Les chiffres trimestriels sont des moyennes pour les entreprises employant plus de trois personnes.

3 Estimations dérivées de données sur les mouvements nets de passagers par voie maritime et aérienne. Le signe moins indique une émigration.

Sources : *Economic Review and Outlook*, juin 1977, Stationery Office, Dublin ; *Quarterly Industrial Inquiry*, Central Statistics Office, Dublin ; *Economic Series*, Central Statistics Office, Dublin.

Graphique 1 Indicateurs de la consommation



Sources: *Economic Review and Outlook*, Stationery Office, Dublin, June 1977; *Irish Statistical Bulletin*, CSO, Dublin; *Quarterly Bulletin*, Central Bank of Ireland, Dublin.

Irlande entre 1975 et 1976, le passage du déstockage à la reconstitution de stocks dans les secteurs non agricoles ayant été renforcé par un mouvement analogue dans le secteur agricole. L'on estime qu'en 1977 la contribution du mouvement des stocks agricoles a été très légèrement négative tandis que celle du mouvement des stocks non agricoles était faiblement positive. La contribution de $\frac{3}{4}$ % apportée par les stocks à la croissance du PIB a été due pour l'essentiel à l'augmentation des stocks d'intervention de la CEE⁵. En 1977, comme en 1976, la croissance de la consommation publique a été d'environ 2 %, soit nettement moins qu'au cours de la décennie précédente. L'investissement public a augmenté, en 1977 et en termes nominaux, de 20,8 %, ce qui correspond probablement, en termes réels, à un taux de croissance d'environ 3 %⁶.

5 Il s'agit ici des stocks de viande de bœuf et de lait écrémé en poudre achetés par le département de l'Agriculture agissant en tant que bureau d'intervention de la CEE en Irlande. En règle générale, les achats d'intervention se produisent lorsque le prix du marché tombe en dessous du prix minimum fixé annuellement lors de l'examen des prix agricoles de la CEE.

6 L'investissement public est compris dans le chiffre de 8 % donné pour la croissance de l'investissement fixe brut en 1977 (voir ci-dessus). Il n'existe pas de ventilation officielle, à prix constants, des investissements privés et publics.

La production industrielle a été extrêmement dynamique au cours des deux dernières années, surtout du fait des exportations de produits manufacturés. D'une année sur l'autre, les augmentations les plus fortes ont été enregistrées dans les secteurs des produits chimiques (25.3 %), de l'industrie alimentaire (11.4 %) et de la métallurgie et de la construction mécanique et électrique (11.1 %), qui sont tous fortement orientés vers l'exportation. L'évolution de la croissance en 1977 a été très irrégulière, car on a enregistré de forts taux de croissance au cours du premier semestre, un fléchissement au troisième trimestre et une forte reprise au quatrième trimestre. D'après les estimations, la production agricole nette aurait augmenté d'environ 7 % en 1977, après avoir enregistré une baisse de 10 % au cours de l'année précédente. La production de bovins (variation du cheptel exclue) a augmenté de 13 %, la production végétale de plus de 20 % et l'on a en outre constaté une forte expansion du secteur laitier et de l'élevage porcin.

Le marché du travail

L'interprétation de l'évolution récente du marché du travail est rendue extrêmement difficile par l'absence de données récentes. Si l'on dispose de données relatives au nombre des chômeurs inscrits jusqu'en mars 1978, les données officielles les plus récentes relatives à l'emploi total et à la population active remontent à avril 1976. Le chômage calculé d'après le nombre de personnes assurées contre l'absence d'emploi, après avoir atteint un sommet de quelque 13 % au début de 1976, a progressivement fléchi par la suite, pour atteindre 11 $\frac{1}{2}$ % au troisième trimestre de 1977⁷. Les données les plus récentes indiquent que pour les premiers mois de 1978 le chiffre du chômage recensé marquait une diminution d'environ 5 000 d'une année sur l'autre. Il est difficile de déterminer les raisons de cette faiblesse relative de la réduction du chômage mais d'après les derniers renseignements disponibles elle semble être due plutôt à la faiblesse de la demande de main-d'œuvre qu'à une croissance rapide de population active.

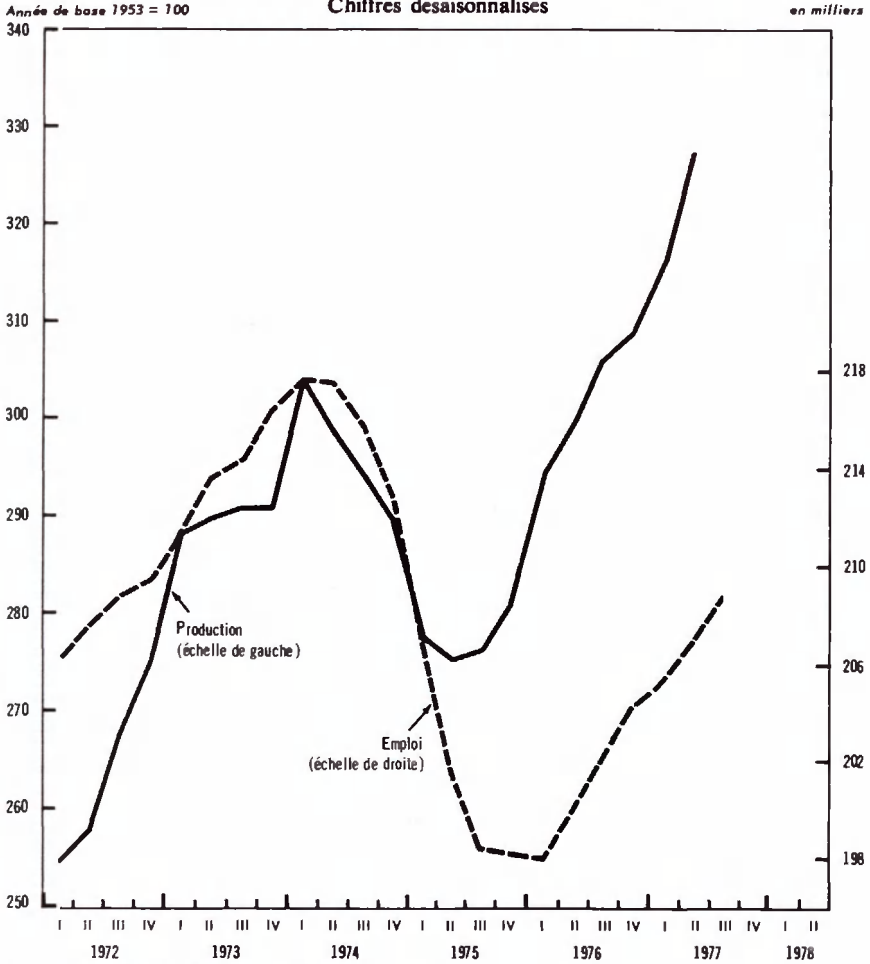
Au cours des dernières années, l'emploi dans le secteur des biens transportables⁸ a suivi de près le cycle de la production, atteignant son sommet au deuxième trimestre de 1974 (en même temps que la production), et marquant un creux au premier trimestre de 1976 (trois trimestres après la production). Entre cette période de creux et le troisième trimestre de 1977, l'emploi a progressé dans ce secteur de 6.4 %, mais il est demeuré inférieur de 4.1 % à son sommet de 1974. En même temps, la production a augmenté de 17.7 %, pour atteindre un niveau de 3.1 % supérieur à son sommet précédent, ce qui donne à penser que dans ce secteur au moins les gains de productivité ont peut-être joué dans l'augmentation de la production un rôle plus déterminant que dans le passé et plus important que celui de l'emploi. Cette évolution doit être attribuée en partie à la transformation de la structure de l'industrie irlandaise et notamment aux différences de performance entre les industries nouvelles et les secteurs traditionnels⁹. Dans les douze mois

7 Il s'agit ici du chômage recensé, en pourcentage de la population active assurée, et cette donnée est disponible sur une base mensuelle. On utilise parfois une autre mesure, à savoir le chômage recensé en pourcentage de la population active totale, mais celle-ci n'est mesurée qu'à la mi-avril de chaque année. Selon cette deuxième mesure, le taux de chômage aurait baissé de 10.2 % à 9.4 % entre les deux dates mentionnées plus haut. Ces mesures du chômage donnent, dans leur ensemble, des résultats assez peu différents de ceux auxquels aboutissent les méthodes utilisées dans d'autres pays.

8 A savoir le secteur manufacturier, les mines, les carrières et la production de tourbe.

9 On entend par industries nouvelles celles qui reçoivent des subventions dans le cadre des programmes du Industrial Development Authority consacrées aux branches industrielles nouvelles et à la petite industrie. La catégorie des industries traditionnelles recouvre toutes les autres branches. Si des industries nouvelles se sont constituées dans tous les secteurs manufacturiers, leur croissance a été particulièrement sensible dans les secteurs de haute technologie tels que la chimie, la métallurgie et la construction mécanique et électrique, ainsi

Graphique 2 Production et emploi dans l'industrie¹
Chiffres désaisonnalisés



1 Industries des biens transportables.

Source: *Quarterly Industrial Inquiry*, Central Statistics Office, Dublin.

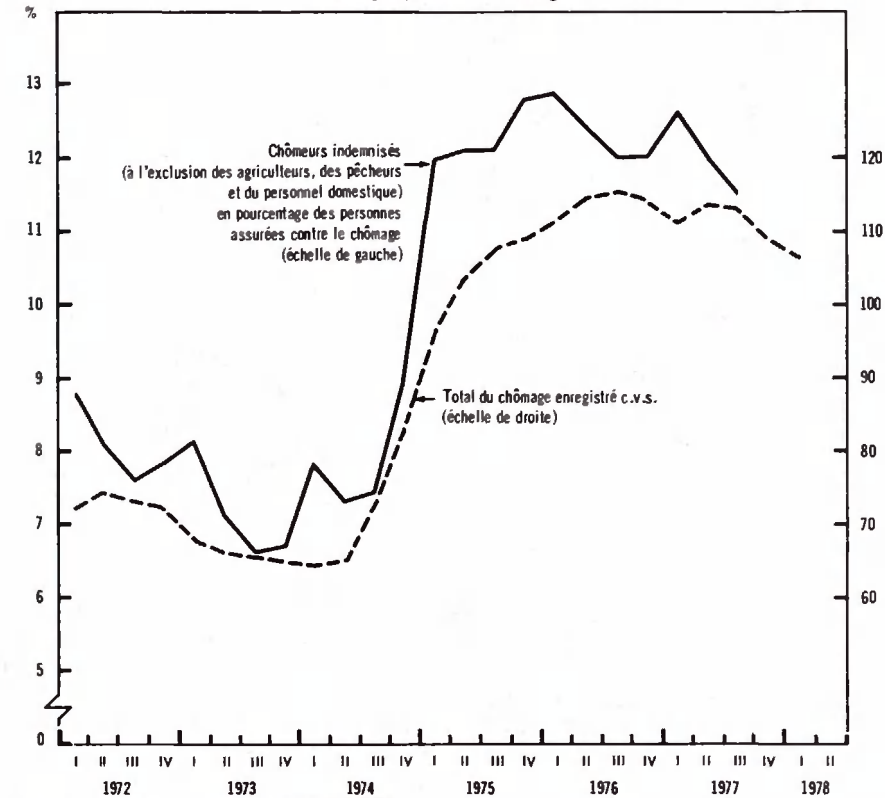
précédant décembre 1976, l'expansion de l'activité a conduit à la création de 20 400 emplois dans le secteur manufacturier, tandis que les suppressions d'emplois, concentrés dans les industries traditionnelles¹⁰, étaient de 15 800 unités. De

que quelques autres secteurs manufacturiers. Si l'on ne dispose pas de données récentes relatives aux différences d'emploi entre les industries traditionnelles et les industries nouvelles, on peut se faire une certaine idée du processus, qui est en cours depuis un certain temps déjà, en consultant l'ouvrage de M. D. McAleese, *A Profile of Grant Aided Industry in Ireland*, IDA, 1978. En 1966, les industries nouvelles représentaient 9 % de l'emploi total dans les branches des biens transportables, et en 1974, ce pourcentage était passé de 24 voire 28 %. L'augmentation indiquée par ces chiffres est plus forte que l'augmentation de l'emploi industriel total et signifie que l'emploi dans le secteur traditionnel a dû fléchir au cours de cette même période. Cette évolution à moyen terme est corroborée par un autre indicateur : ainsi, l'élasticité globale de l'emploi par rapport à la production dans le secteur des biens transportables est tombée de 0.42 pour la période 1961-1965 à 0.34 pour 1966-1970, et n'était plus que de — 0.13 pour la période 1971-1976.

10 Données communiquées par le Industrial Development Authority.

Graphique 3 Chômage

en milliers



Source: *Economic Series*, CSO, Dublin.

ce fait, l'augmentation de l'emploi a été relativement faible. Dans le secteur manufacturier, la plus forte progression de l'emploi au cours des douze mois se terminant au troisième trimestre de 1977 a été enregistrée dans l'industrie chimique, la métallurgie et la construction mécanique et électrique ainsi que dans quelques autres branches manufacturières, et la plus faible dans l'industrie du bois et du meuble, l'habillement et la chaussure, le textile et le papier et l'imprimerie.

Au cours des trois années qui se sont écoulées entre avril 1973 et avril 1976, la population active a augmenté à un taux annuel de 0.6 %, contre 1.2 % pour la population totale. Ce taux de croissance relativement faible de la population active¹¹ a été dans une certaine mesure dû au recul de l'immigration nette qui a réduit la croissance de la population, par rapport aux années antérieures, mais surtout à la diminution du taux d'activité qui est passé de 36.9 % en 1973 à 36.1 % en 1976. Cette diminution ne semble pas être de nature conjoncturelle, car, le taux d'activité a enregistré une tendance à la baisse pendant presque toute la période de l'après-guerre¹². Depuis avril 1976, la croissance de la population

11 Pour la période 1973-1976, l'Irlande est arrivée en quinzième position, sur les vingt-quatre pays de l'OCDE, en ce qui concerne le taux de croissance de la population active. A cet égard, il faut noter toutefois que si dans de nombreux pays de l'OCDE la progression de la population active deviendra sans doute minime ou nulle à partir de 1985 environ, elle devrait au contraire s'accélérer en Irlande du fait de la très forte proportion de jeunes que comporte la population.

12 Voir *Population and Employment Projections 1986: A Reassessment*, National Economic and Social Council, Dublin, 1977, page 54.

active a peut-être été encore plus faible : il semble en effet que l'on ait enregistré une émigration nette au cours du deuxième trimestre de 1976, et ce phénomène pourrait même s'être accéléré depuis lors.

L'augmentation marquée du chômage constatée depuis la fin de 1974 ne s'est pas accompagnée de modifications majeures de sa composition démographique. Le pourcentage d'hommes et de femmes sur le « live register »¹³ s'est peu modifié depuis 1973. Il est difficile d'obtenir une ventilation complète des chômeurs par âge, mais le nombre des hommes jeunes¹⁴ inscrits au chômage, qui représentait 8.2 % seulement de l'ensemble des chômeurs masculins en 1973, est passé à 1.2 % en 1976. Le « live register » ne comprend pas la plupart des jeunes à la recherche d'un premier emploi, de telle sorte que la part effective des jeunes dans le chômage total a peut-être augmentée un peu plus rapidement que ne le laissent supposer les chiffres disponibles.

Coûts et prix

L'augmentation des gains hebdomadaires moyens dans le secteur manufacturier a atteint son sommet au cours du dernier trimestre de 1975 : pendant cette période, l'indice correspondant était supérieur de 30 % à ce qu'il était un an plus tôt. Depuis lors, cet indice a un peu ralenti sa progression mais au deuxième trimestre de 1977, il augmentait encore, à un taux annuel d'environ 18 $\frac{3}{4}$ %. Cette modération était probablement imputable au ralentissement de l'inflation et aux accords salariaux modérés conclus depuis 1975. En termes réels, on observe, en gros, deux phases dans l'évolution récente des gains salariaux. En 1975, ils avaient augmenté rapidement et au quatrième trimestre ils étaient supérieurs de 11 % à ce qu'ils étaient un an plus tôt. En revanche, ils ont depuis lors, baissé en moyenne et au second trimestre de 1977, ils étaient d'environ 4 % moins élevés qu'à la fin de 1975. Leur fléchissement a été particulièrement accentué au deuxième semestre de 1976, mais ils ont ensuite marqué une reprise au cours du premier semestre de 1977.

La baisse brutale des profits enregistrés en 1975 a été suivie d'une période de reprise progressive. La part des bénéfices des sociétés et des gains des professions libérales dans le revenu national a atteint un maximum d'environ 21 $\frac{1}{2}$ % en 1973 et 1974, est tombée à 17 $\frac{1}{2}$ % en 1975, et a progressé à nouveau en 1977, atteignant quelque 19 %, d'après les estimations. En 1975, lorsque les salaires réels ont enregistré une croissance rapide, le fléchissement de la part des profits aurait pu être encore plus fort si la productivité n'avait pas fait un bond spectaculaire. Entre le dernier trimestre de 1974 et le dernier trimestre de 1975, la production du secteur des biens transportables a baissé de quelque 3 % tandis que l'emploi, dans ce même secteur, fléchissait de près de 7 %. Si le début de la récession s'est peut-être accompagné d'une certaine rétention de main-d'œuvre, en 1975, la tendance était nettement à la suppression d'emplois, particulièrement dans les industries traditionnelles, où les pressions sur les marges bénéficiaires résultant de l'évolution des salaires en 1975 avaient amené les entreprises à faire des efforts pour accroître leur productivité. En 1976, alors que s'amorçait le

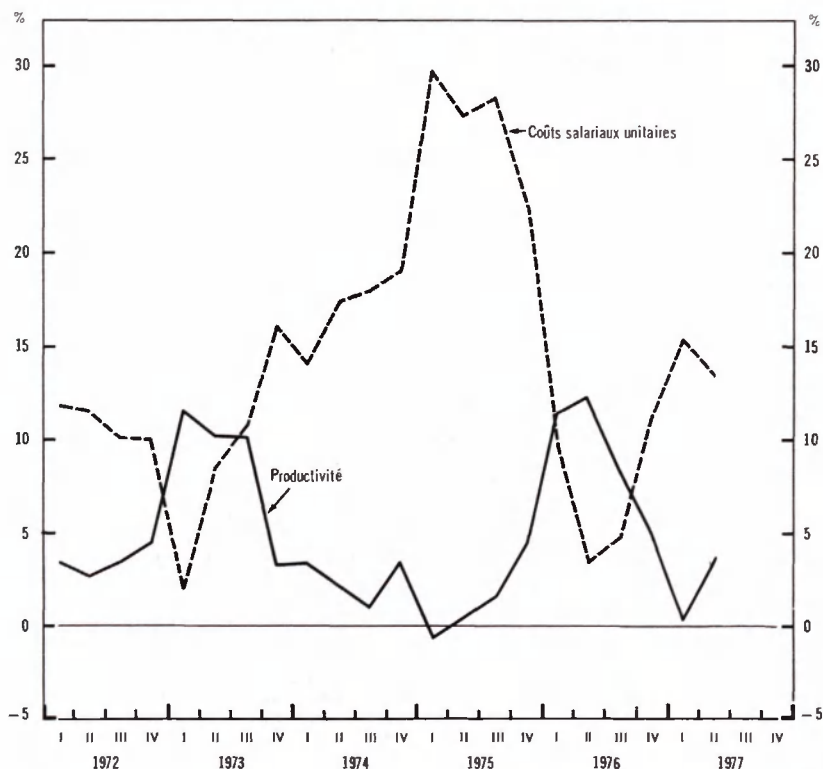
13 Les statistiques actuelles relatives au chômage sont recueillies dans le cadre de l'application des Social Welfare Acts, des Unemployment Assistance Acts et des Labour Exchange Acts et sont rassemblées dans le "live register". Figurent aux "live register" les personnes habilitées à recevoir une allocation de chômage, les demandeurs de secours aux chômeurs ainsi que les personnes qui s'inscrivent principalement pour conserver le bénéfice de certaines prestations sociales.

14 Il s'agit ici des hommes qui sollicitent une allocation de chômage ou une aide au chômage, qui sont âgés de moins de 21 ans et qui résident dans des villes. *Trend in Employment and Unemployment in 1976*, Stationery Office, Dublin.

redressement de l'activité, la productivité a suivi son évolution conjoncturelle habituelle, caractérisée par une croissance extrêmement rapide au stade initial de la reprise. En fait, l'emploi a continué de baisser au cours des trois trimestres qui ont suivi le creux de la production. Dès la deuxième moitié de 1976, la croissance de la productivité s'est ralentie et a été relayée par l'augmentation de l'emploi en tant que facteur de croissance de la production, mais pour l'année prise dans son ensemble, la productivité dans le secteur manufacturier a augmenté de 9 %.

En Irlande, comme au Royaume-Uni, l'histoire de la période inflationniste récente fait apparaître deux sommets distincts dans le taux d'accroissement des prix à la consommation. Pendant toute l'année 1974, les prix à la consommation ont augmenté rapidement, ce qui s'explique surtout par la très forte hausse des prix d'importation qui ont progressé de plus de 40 %. Calculée d'une année sur l'autre, la hausse de l'indice des prix à la consommation a été la plus forte au deuxième trimestre de 1975 (24 ½ %) et elle a ensuite marqué un ralentissement, s'établissant à un peu plus de 16 % au premier semestre de 1976. Comme il ressort du Graphique 5, ce ralentissement de la hausse des prix à la consommation, et la nouvelle accélération qui s'est produite jusqu'à la fin de 1976, ont coïncidé

Graphique 4 Productivité et coûts salariaux unitaires dans l'industrie manufacturière



Notes: La productivité est définie comme la production divisée par le nombre d'hommes/heures. Les coûts salariaux unitaires sont les gains horaires divisés par la productivité. Les deux indices sont exprimés en pourcentages d'augmentation d'une année à l'autre.

Source: *Quarterly Industrial Inquiry*, Central Statistics Office, Dublin.

avec le ralentissement marqué de la hausse des prix à l'importation en 1975, et avec sa réaccélération ultérieure de 1976, mouvements eux-mêmes attribuables en partie à la baisse de la livre sterling¹⁵. Pendant toute cette période, et notamment pendant l'accélération de 1976 et la décélération de 1977, les prix à l'exportation ont aussi eu tendance à renforcer le mouvement général de l'indice¹⁶. Depuis la fin de 1977, la hausse des prix à la consommation s'est encore ralentie, et la dernière observation disponible en date de février 1978, indique une hausse annuelle de 8 %.

Un certain nombre d'autres facteurs ont également eu une influence importante sur les mouvements de l'indice des prix à la consommation au cours des dernières années. En juin 1975, le gouvernement a adopté un train de mesures fiscales, dont l'un des buts était de limiter l'augmentation de l'indice des prix à la consommation par des réductions de la fiscalité indirecte.. Du fait de ces mesures¹⁷, l'indice a baissé entre le deuxième et le troisième trimestres et sa hausse a enregistré un ralentissement considérable d'une année sur l'autre. Le budget de janvier 1976 a marqué un retournement, dans la mesure où les Pouvoirs publics ont procédé à un relèvement de la fiscalité indirecte pour augmenter leurs recettes (voir partie II)¹⁸. Plus de la moitié de l'augmentation trimestrielle de l'indice des prix à la consommation au cours des deux premiers trimestres de 1976 a été imputable à ces mesures. En 1977, et dans les premiers mois de 1978, les mesures prises en matière de fiscalité indirecte ont une fois de plus eu tendance à faire baisser l'indice : le budget pour 1977 n'a comporté aucune augmentation des impôts indirects et en août la taxe à la circulation a été supprimée pour la plupart des véhicules à moteur. La suppression des impôts locaux sur les logements des particuliers et sur d'autres catégories de construction entrée en vigueur à partir de janvier 1978 devrait avoir cette année, un effet significatif à la baisse sur les prix à la consommation. Les prix des denrées alimentaires ont également subi de fortes fluctuations, mais jusqu'au deuxième semestre de 1977, leur mouvement a été sensiblement le même que celui de l'ensemble des prix à la consommation.

La diminution marquée du taux d'inflation entre 1976 et 1977 (de 18 % à 13.6 %) est due principalement à l'évolution intervenue en 1977. Comme il a été mentionné plus haut, les modifications de la fiscalité décidées cette année-là, ont joué un rôle dans ce ralentissement, comme le mouvement des prix au cours de l'année 1976, mais le facteur de loin le plus décisif a été semble-t-il l'évolution

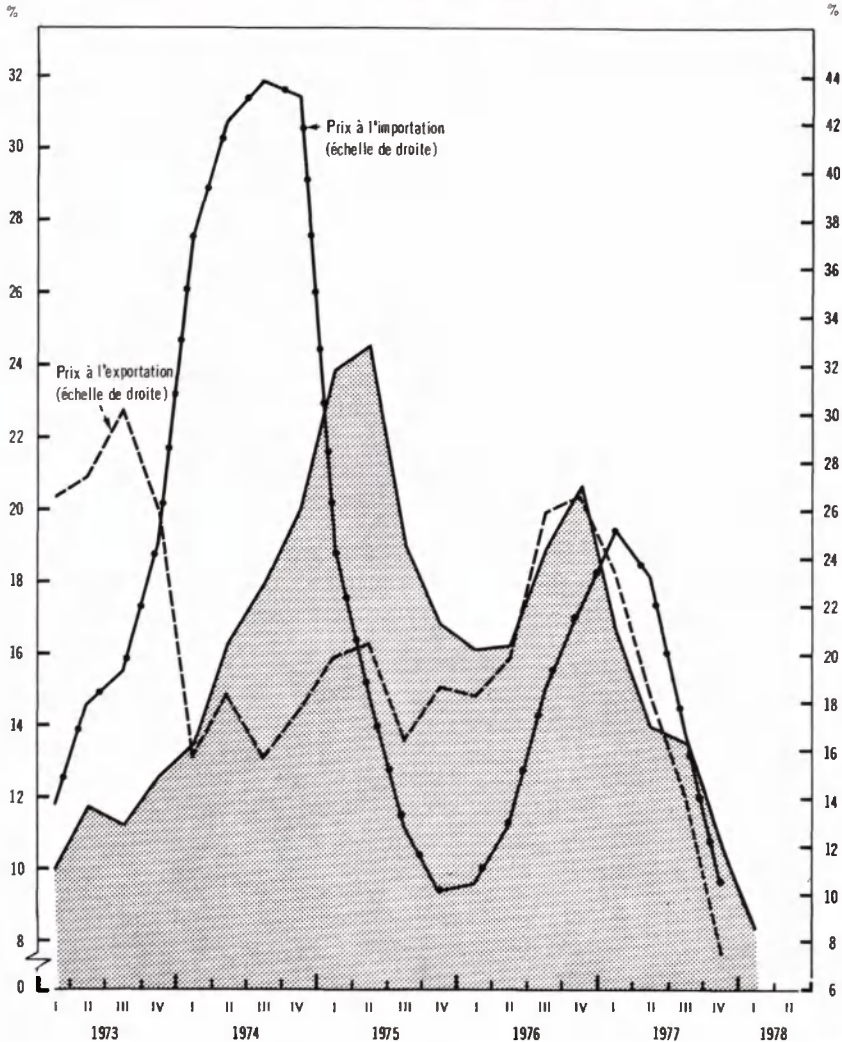
15 Outre les faits évoqués plus haut, parallélisme de l'évolution au Royaume-Uni et en Irlande, la similitude entre le mouvement des prix du commerce extérieur et celui des prix à la consommation, et aussi l'ouverture extrême de l'économie (le secteur des produits échangés représentant plus de 50 % du PIB), plusieurs articles démontrent cette influence des facteurs extérieurs sur l'inflation en Irlande. Ainsi, C. McCarthy, *Price Sector Equations: Preliminary Estimates*, Banque Centre d'Irlande (ronéo) 1977, a expliqué plus de 90 % du mouvement annuel de l'indice implicite des prix à la consommation, nets d'impôts et de subventions, en utilisant le prix des exportations et des importations, courants et décalés. Voir en outre P.T. Geary et C. McCarthy "Wage and Price determination in a labour exporting economy: The Case of Ireland" *European Economic Review*, octobre 1976. Voir enfin *Economic and Social Review*, vol. 7, n° 4 et vol. 8, n° 2) pour une analyse approfondie de ces questions.

16 Comme les exportateurs égalisent les recettes unitaires provenant de leurs ventes intérieures et celles qui proviennent des exportations, une augmentation des prix qu'ils reçoivent à l'exportation est normalement suivie d'une augmentation correspondante des prix intérieurs des biens exportables.

17 Subventions aux transports publics, au gaz de ville, au pain, à la farine, au beurre et au lait. Suppression de la TVA sur l'électricité, sur tous les combustibles sauf l'essence, sur l'habillement et la chaussure. On estime que ces mesures ont eu pour effet de réduire l'indice des prix à la consommation de quelque 4 %.

18 Augmentation des taux de la TVA et augmentation des droits sur l'alcool, la bière, le vin, le tabac et l'essence. Un nouveau droit a été introduit sur les hydrocarbures, à l'exception de l'essence et l'on a augmenté la taxe à la circulation des véhicules à moteur.

Graphique 5 Prix à la consommation et prix du commerce extérieur



Variation en pourcentage entre le trimestre indiqué et le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source: *Economic Series*, Central Statistics Office, Dublin.

des prix extérieurs, en 1977. Au cours des douze mois écoulés en novembre 1977, les prix à l'importation ont augmenté de 11 %, contre 22 % pour les douze mois précédents, et les prix à l'exportation de 7 ½ % contre 26 %. L'appréciation effective de la livre sterling depuis 1976 a contribué au ralentissement de la hausse des prix des produits du commerce international et permet d'expliquer la similitude du ralentissement de l'inflation au Royaume-Uni et en Irlande¹⁹. Enfin, l'accord national de salaires assez modéré de 1977 a permis d'enrayer les pressions des

19 Dans les douze mois qui ont précédé février 1978, le taux d'accroissement de l'indice des prix de détail au Royaume-Uni est tombé de 16.2 % à 9.9 %, tandis qu'en Irlande, l'indice des prix à la consommation reculait de 16.7 % à 8.2 %.

coûts, puisque sur l'ensemble de l'année l'augmentation de salaires a été moins forte que la hausse des prix à la consommation.

Echanges et paiements

Le déficit de la balance des opérations courantes, pour 1977 est estimé à quelque 120 millions de livres, soit un peu moins qu'en 1976. Si ce niveau est supérieur au montant exceptionnellement faible enregistré en 1975, il représente une amélioration notable par rapport à la situation de 1974 (280 millions de livres), année pendant laquelle la balance des paiements était un gros sujet de préoccupation pour les responsables de la politique économique. Le déficit extérieur courant pour 1977 qui s'établit à quelque 2 % du PIB, n'est donc pas très important par rapport aux déficits antérieurs. Exportations et importations de biens et services en volume ont augmenté rapidement en 1977, les premières de 12 ½ % et les dernières de 12 ¼ %. Ces chiffres traduisent un ralentissement de la croissance des importations par rapport à l'année précédente et une forte accélération de la progression des exportations et montrent donc que la situation générale des échanges s'est améliorée en 1977.

En 1977, la demande d'importations a évolué de manière assez régulière (tableau 5). Pendant les douze mois se terminant au début du quatrième trimestre, le volume des importations de marchandises a augmenté de 7 ½ % (soit 18.7 % en termes nominaux), soit un peu moins qu'entre 1976 et 1977. Comme on pouvait s'y attendre compte tenu du dynamisme de l'investissement intérieur, les importations de biens d'équipement ont fortement progressé en valeur nominale : leur croissance a été de 19.4 %, les importations de biens de consommation ayant augmenté de 26 % et celle des biens intermédiaires de 14 %. Après avoir fait preuve de dynamisme au premier trimestre, les importations de marchandises ont baissé au deuxième trimestre et si elles ont marqué une reprise par la suite, il s'est produit un nouveau fléchissement de la demande pendant les derniers mois de l'année. En 1977, les exportations ont augmenté plus rapidement que les impor-

Tableau 4 Balance des paiements
Millions de livres

	1974	1975	1976	1976		1977	
				I	II	I	II
Exportations, fob	1 134.3	1 447.4	1 857.9	806.2	1 051.6	1 121.2	1 395.8
Importations, caf	1 626.3	1 704.1	2 335.8	1 103.8	1 232.0	1 537.0	1 546.5
Balance commerciale	-492.0	-256.7	-477.9	-297.5	-180.4	-415.8	-150.7
Ajustement pour passer dans l'optique de la balance des paiements ¹	43.3	-32.8	+27.9				
Recettes invisibles nettes ²	125.4	108.6	136.3				
dont :							
Transports	51.4	58.9	84.3				
Tourisme et voyages	29.5	23.8	27.8				
Revenus du capital	15.2	-2.0	-14.5				
Transferts courants	129.7	176.7	175.6				
Déficit de la balance des opérations courantes	-280.2	-4.2	+138.1				
Variation des réserves extérieures officielles	+60.1	+180.6	+279.5	+17.2	+262.3	-25.5	270.7

1 Y compris la variation nette des stocks d'intervention détenus à l'étranger.

2 Y compris les « autres services » et « le solde des transactions non prises en compte ».

Sources : *Irish Statistical Bulletin*, Central Statistics Office, Dublin ; *Trade Statistics of Ireland*, Central Statistics Office, Dublin ; *Quarterly Bulletin*, Central Bank of Ireland.

Tableau 5 Commerce extérieur

	Augmentation en pourcentage			Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente (corrigée des variations saisonnières)			
	1975	1976	1977	1976		1977	
				I	II	I	II
Importations, caf	4.8	37.1	32.0	19.1	18.5	7.0	7.5
<i>dont :</i>							
Biens d'équipement des producteurs	17.9	30.3	34.1	7.9	34.2	9.5	9.5
Biens de consommation	17.5	37.3	31.7	20.4	15.1	15.8	13.5
Matières premières destinées à la production	-2.9	38.8	31.2	20.3	18.2	19.1	5.4
Exportations, fob ¹	27.6	28.4	35.4	10.5	17.8	18.9	12.6
<i>dont :</i>							
Produits industriels	16.2	42.1	40.3	20.2	23.0	20.2	13.7
Produits agricoles	46.3	11.4	27.8	-1.9	11.7	12.8	16.2
Balance commerciale (millions de livres) ²	-302.7	-451.0	-606.0				

1 Les chiffres semestriels ne tiennent pas compte du commerce des avions et des navires qui présente un caractère exceptionnel. Les ajustements saisonniers des différents éléments ayant été calculés séparément à partir de celui du total, les variations de ces éléments au cours d'un mois donné ne sont pas forcément égales aux variations du total.

2 Ajusté pour passer dans l'optique de la balance des paiements.

Sources : *Trade Statistics of Ireland*, Central Statistics Office, Dublin ; *Economic Review and Outlook*, juin 1977, Stationery Office, Dublin.

tations puisque du quatrième trimestre de 1976 au quatrième trimestre de 1977, elles ont progressé de 24 % en valeur nominale et de 15 ½ % en volume. Cette croissance des exportations a essentiellement été stimulée par l'expansion forte et de plus en plus rapide des exportations industrielles qui, par rapport à 1976 ont augmenté en 1977 de 40 % en termes nominaux, soit de 17.5 % en volume d'après les estimations. Cette augmentation qui a été bien plus forte que la croissance des marchés témoigne que grâce à la naissance des industries nouvelles, le secteur de production sur lequel reposent les exportations industrielles s'élargit rapidement²⁰. D'après les statistiques commerciales²¹, les exportations agricoles ont elles aussi augmenté fortement en 1977 progressant de 15 ½ % en volume d'une année sur l'autre, après avoir marqué une baisse de 10 % en 1976. La tendance à l'amenuisement de la part de la Grande-Bretagne dans les marchés d'exportation

20 En Irlande, les industries nouvelles se caractérisent par le fait qu'elles sont fortement orientées vers l'exportation — en 1973, le rapport des exportations à la production brute des industries nouvelles était en moyenne de 72 %, contre 18.6 % pour le reste de l'industrie manufacturière. Comme par ailleurs ces industries nouvelles ont connu une expansion plus rapide et plus soutenue, leur croissance annuelle entre 1966 et 1974 ayant été de 30 % (augmentation nominale de la production), contre 14 % pour le reste du secteur manufacturier, les exportations industrielles ont pu en moyenne croître sensiblement plus vite que le commerce mondial. Malheureusement, les données disponibles sont insuffisantes pour que l'on puisse déterminer avec précision, le délai qui sépare la date d'approbation d'un investissement et le moment où intervient l'investissement effectif, puis l'exportation, ce qui aurait permis de prévoir les exportations à venir.

21 Les statistiques commerciales, incluent dans les exportations, les produits agricoles achetés à des prix d'intervention et stockés à l'étranger. Il faut introduire un ajustement négatif pour ce poste et un ajustement positif pour les ventes de produits prélevés sur les stocks d'intervention à l'étranger : ces ventes constituent en effet une exportation, mais ne sont pas enregistrées dans les statistiques commerciales. Cet ajustement vient s'ajouter à l'ajustement normal de la balance des paiements.

de l'Irlande s'est confirmée en partie à cause de la faiblesse de la demande qui a caractérisé l'économie britannique l'année dernière ; la part de ce pays est en effet tombée à 47 % en 1977, après avoir été de 54 % en 1975 et de 66 % en 1970.

Les recettes invisibles nettes semblent avoir progressé fortement en 1978 pour atteindre quelque 440 millions de livres, contre 312 millions de livres en 1976. Les recettes du tourisme, qui sont la source principale des recettes invisibles, ont augmenté de 27 %, et les transferts courants en provenance de la CEE se sont élevés à 244 millions de livres, soit plus du double du chiffre de 1976. En dépit des déficits des comptes courants enregistrés en 1976 et en 1977, les réserves de devises ont augmenté. En 1976, les emprunts extérieurs de l'Etat ont contribué pour quelque 297 millions de livres aux entrées de capitaux, les entrées nettes intervenues par l'intermédiaire des banques commerciales s'étant pour leur part élevées à 92 millions de livres. Les réserves ont augmenté de 280 millions de livres et les entrées nettes de capitaux privés²² sont estimés à quelque 28 millions de livres seulement. En 1977, l'apport net de capitaux par l'intermédiaire des banques commerciales a été extrêmement élevé puisqu'il a atteint 240 millions de livres, mais on peut penser que la proportion des mouvements à court terme a été plus importante que d'habitude (voir partie II). Le financement extérieur du gouvernement s'est élevé à 200 millions de livres et les réserves extérieures ayant augmenté de 245 millions de livres, les sorties nettes de capitaux privés peuvent être estimées à quelque 70 millions de livres.

II POLITIQUE ECONOMIQUE

Il n'est pas très facile de déterminer exactement l'influence globale exercée en 1977 sur l'économie irlandaise par la politique des Pouvoirs publics ; il apparaît néanmoins que, dans l'ensemble, celle-ci a conservé au premier semestre l'orientation générale moins expansionniste qui lui avait été donnée au début de 1976, mais elle a pris un tour plus expansionniste au milieu de l'année après le changement de gouvernement consécutif aux élections. Tout en comportant certaines incitations spécifiques, le budget de janvier 1977 était axé sur une progression globale relativement lente des dépenses publiques en termes réels et il a fait diminuer à la fois le déficit courant du secteur des administrations publiques et son besoin de financement. La politique monétaire, dans la mesure où elle peut exercer une influence indépendante sur le niveau d'activité²³, a probablement essayé de

22 Ce poste comprend les entrées directes de capitaux et les opérations de portefeuille, mais exclut le secteur bancaire. Les chiffres pour 1976 et 1977 sont assez faibles par rapport à ceux des trois années précédentes, mais l'écart n'est pas excessif. Etant donné l'importance du volume des investissements directs étrangers du secteur privé direct, qui sont probablement intervenus dans le processus de constitution des nouvelles industries orientées vers l'exportation, il est assez étonnant que les chiffres officiels du compte de capital de ce poste aient été relativement faibles au cours de la dernière décennie. On peut estimer que les chiffres nets sont raisonnablement précis, mais qu'il y a vraisemblablement eu une sous-estimation des apports bruts, à savoir des entrées et des sorties de capitaux, celles-ci ayant probablement été bien plus importantes qu'il n'apparaît dans les comptes officiels.

23 Comme on le sait, les possibilités de mener une politique monétaire indépendante sont fort limitées pour un petit pays à économie ouverte sur l'extérieur, dont la monnaie est liée à une autre par un taux de change fixe et qui ne contrôle guère les mouvements de capitaux étrangers. Dans le cas de l'Irlande, la limitation des possibilités qu'a le système bancaire de financer ses avances par des avoirs intérieurs peut être compensée par les entrées de capitaux empruntant le canal de ce système. Cependant, la banque centrale s'efforce, le cas échéant, de contrôler la situation en imposant un dépôt obligatoire sur les entrées de capitaux.

ne pas se borner à accompagner l'évolution. La politique salariale semble avoir, elle aussi, exercé une influence modératrice, si l'on en juge par l'évolution en termes réels des salaires et des bénéfices. Au milieu de l'année, le nouveau gouvernement a annoncé certaines mesures immédiates de création d'emplois. Le budget de février 1978 comporte une vive accélération des dépenses publiques en termes réels et un ralentissement des recettes. En même temps qu'à une vigoureuse progression des revenus, on s'attend néanmoins que le besoin de financement du secteur public augmente jusqu'aux environs de 13 % du PIB, le déficit courant des administrations publiques passant de 3.7 % en 1977 à 6.4 % en 1978. Le rythme d'expansion monétaire s'accélérera sans doute légèrement, mais on prévoit un nouveau ralentissement de l'inflation, d'une année à l'autre.

Politique budgétaire

Le budget de 1977 visait à consolider la réduction en pourcentage du PNB du déficit budgétaire courant et du besoin de financement des administrations publiques réalisée l'année précédente, sans pour autant entraver la reprise d'activité qui s'était amorcée en 1976. Le freinage des dépenses publiques jouait un rôle important dans l'orientation globale²⁴. Le budget prévoyait que les dépenses courantes augmenteraient d'environ 21 %, les dépenses au titre du service de la dette devant à elles seules s'accroître de 33 %. Pour le programme des dépenses publiques en capital, il tablait sur une augmentation de 21 % en valeur nominale, soit d'environ 6 % en termes réels. Le budget prévoyait que certaines dispositions, revêtant surtout la forme d'aménagements de recettes, seraient prises en faveur des ménages et des entreprises pour stimuler la croissance et l'expansion. De fait, des mesures ont été mises en œuvre pour accroître les revenus disponibles, en liant les relèvements de rémunération opérés dans le cadre de l'accord national de salaires à des réductions du niveau de la fiscalité des particuliers²⁵. En outre, les principaux taux de l'impôt sur les sociétés ont été abaissés et le seuil d'imposition des petites entreprises a été relevé²⁶. Une nouvelle extension du régime de l'impôt sur le revenu appliqué aux agriculteurs a été annoncée. Aucune augmentation des taux de la fiscalité indirecte n'était prévue par le budget. Selon les prévisions officielles, l'évolution en 1977 des recettes et des dépenses publiques devait finalement aboutir à un déficit courant de 220 millions de livres, équivalant à 4 % du PNB. De fait, les résultats effectivement enregistrés au titre des opérations courantes comme au titre des opérations en capital sont très proches des estimations initiales, mais les chiffres globaux dissimulent des écarts sensibles des niveaux effectifs de recettes et de dépenses par rapport aux prévisions budgétaires. Les recettes ont été supérieures de 53 millions de livres à ces prévisions, surtout en raison de modifications ultérieures du régime fiscal des bénéfices agricoles, de la suppression de la taxe de circulation pour les voitures de petite cylindrée et de la faiblesse des recettes produites par les droits sur le tabac et par la taxe sur la valeur ajoutée. Les dépenses ont été inférieures de 80 millions de livres aux prévisions notamment par suite des économies réalisées sur les traitements et sur le

24 L'objectif déclaré était le suivant : « Continuer à restructurer les finances publiques de façon que les dépenses publiques accompagnent, au lieu de gêner, les efforts du secteur privé, et de façon à continuer, comme en 1976, à réduire notre dépendance à l'égard de l'emprunt, ainsi que l'exige la reprise économique » (Budget, page 47).

25 Les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ont été réduits afin de faciliter l'accord national de salaires pour 1977 ; la mesure a coûté au Trésor 50 millions de livres en 1977 (72 millions en année pleine). A cela s'ajoute un programme de création d'emplois coûtant 55 millions de livres.

26 Le taux de 50 % de l'impôt sur les sociétés a été abaissé à 45 % et le taux de 40 % à 35 %. Les seuils d'assujettissement des petites entreprises aux niveaux antérieurs de 5 000 et 10 000 livres ont été portés respectivement à 10 000 et 15 000 livres.

Tableau 6 Dépenses courantes des administrations publiques
Millions de livres

	1973-1974	1974 avril- déc.	1975	1976	1977 ¹	Estimations pré- budgétaires 1978
Service de la dette publique	151.5	146.1	241.5	337.0	403.3	497.1
Services collectifs	336.4	311.5	598.5	724.5	840.1	945.7
Services économiques	128.0	107.2	171.5	198.8	217.4	236.1
Services généraux	130.5	122.3	219.0	260.9	294.8	338.3
Autres dépenses	52.6	56.4	101.4	146.1	202.8	301.7
Total des dépenses courantes	799.0	743.5	1 332.0	1 667.3	1 958.4	2 318.8
<i>dont :</i>						
Traitements de la fonction publique	253.1	237.5	448.9	530.4	606.1	676.3
Dépenses courantes du secteur gouvernemental, en pourcentage du PNB	29.1	24.8 (9 mois)	36.1	37.1	36.6	

1 Chiffres provisoires.

NOTE. En 1978, certaines dépenses courantes ont été reclassées en dépenses d'équipement et vice versa. Ce tableau et le tableau suivant tiennent compte de ce reclassement.

Source : Budget de 1978.

service de la dette. Du fait du renforcement de la livre sterling, l'augmentation du service de la dette n'a été que de 20 % alors que les prévisions budgétaires la chiffreraient à 33 %.

Le budget de 1978²⁷ est étroitement inspiré du programme qui a eu la faveur du corps électoral. Son orientation est nettement expansionniste puisqu'il prévoit, outre certaines réductions d'impôt, une progression en volume de 7 % et d'environ 4 $\frac{3}{4}$ %, respectivement, des dépenses courantes et des dépenses en capital. Selon les calculs du Secrétariat, son incidence directe sur l'économie devrait être de l'ordre de 2 % du PIB. Les déclarations officielles indiquent que le principal objectif en 1978 de la politique budgétaire consiste à donner à l'économie une impulsion qui débouchera sur une croissance durable et plus rapide, grâce à une expansion du secteur privé, et à encourager directement l'emploi public et privé de façon à réaliser certains objectifs spécifiques de créations d'emploi. Ces objectifs prévoient maintenant 11 000 nouveaux emplois (environ 1 % de la population active) dans le secteur public, 6 600 nouveaux emplois dans le secteur du bâtiment et de la construction, ainsi que la création de 5 000 emplois dans le cadre des programmes d'emploi des jeunes.

Outre les mesures de création d'emplois, le budget prévoit aussi des accroissements de dépenses publiques et des aménagements fiscaux. Les plus notables sont les suivants :

- i) Les prestations sociales hebdomadaires seront relevées de 10 % à partir d'avril 1978²⁸.
- ii) Les abattements au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sont augmentés de 200 livres pour les célibataires et de 650 livres pour les ménages.

27 Le projet de budget a été présenté le 1^{er} février 1978. Pour plus de détails, voir l'annexe.

28 Ce relèvement ne concerne pas les allocations de chômage versées aux petits agriculteurs dont les ressources sont calculées sur le plan national sur la base d'une valeur foncière nette dépassant 15 livres sans excéder 20 livres.

Tableau 7 Programme d'équipement du secteur public
Millions de livres

	1973-1974	1974 avril- déc.	1975	1976	1977 ¹	Esti- mations 1978
1 Construction et travaux publics	134.0	126.7	195.6	195.9	213.5	289
<i>dont</i> : Logement	68.2	70.5	115.5	107.1	100.5	140.6
2 Agriculture	11.6	9.5	17.5	23.8	31.9	31.4
3 Prêts à l'agriculture	43.1	30.4	43.1	58.8	84.9	90.0
4 Energie	34.2	30.2	42.9	50.0	70.8	79.9
5 Téléphone	24.0	23.0	47.2	48.0	50.5	61.0
6 Industrie	32.8	27.6	64.4	93.3	120.3	110.3
7 Prêts à l'industrie	15.8	20.1	24.4	29.0	37.3	41.1
8 Autres	26.3	22.0	35.2	48.7	49.3	2.9
Total	321.8	289.5	470.3	547.5	658.5	765.6
<i>Pour mémoire :</i>						
Total des dépenses publiques d'équipement ayant des incidences sur le secteur de la construction et des travaux publics			233.6	306.2	372.4 ²	458.0

1 Chiffres provisoires.

2 Estimation.

NOTE Voir note du tableau 6.

Source : Budget de 1978.

- iii) Les conditions d'application du taux de 25 % de l'impôt sur les sociétés (dont le taux normal est de 50 %) institué pour trois ans par le budget de 1977 sont modifiées. Les entreprises pouvaient bénéficier de ce taux réduit si elles remplissaient deux conditions : accroître chaque année l'effectif de leurs salariés de 3 % et le volume de leurs ventes de 5 %. Le budget de 1978 supprime la seconde condition.
- iv) L'amortissement libre des installations nouvelles et outillages nouveaux devient un régime normalement applicable en permanence sur tout le territoire national²⁹.
- v) Le seuil d'assujettissement effectif des petites entreprises à l'impôt sur les sociétés est relevé³⁰.

Pour la seconde année consécutive, le budget ne prévoit aucun relèvement d'impôt indirect. Combiné à la suppression des taxes sur les logements particuliers et sur certaines autres constructions³¹ à partir de janvier 1978 (diminution des recettes fiscales estimée à 57.5 millions de livres), ce maintien du niveau de la fiscalité indirecte devrait contribuer à freiner la hausse de l'indice des prix à la consommation en 1978. L'impôt sur la fortune, institué en 1975, sera supprimé à partir d'avril 1978. Le budget prévoit aussi quelques aménagements du régime fiscal des plus-values et des mutations. La seule augmentation délibérée de la

29 Jusqu'ici, le régime de l'amortissement libre n'était normalement applicable en permanence que dans les zones « désignées », c'est-à-dire surtout dans les comtés de l'ouest du pays. Sur tout le reste du territoire, l'autorisation de pratiquer l'amortissement libre, introduit en 1971, devait être renouvelée tous les deux ans.

30 Il est porté, selon le cas, de 10 000 à 25 000 livres et de 15 000 à 35 000 livres.

31 Taxes locales sur les immeubles bâtis et non bâtis.

fiscalité qu'il implique pour 1978 a trait aux règles d'évaluation des revenus agricoles en matière d'impôt sur le revenu. Les plus importants accroissements de dépenses publiques en capital que comporte le programme d'équipement concernent le logement (+ 40 %) et les autres travaux de construction, mais des relèvements substantiels sont aussi prévus pour le téléphone, les projets énergétiques et d'autres opérations. Sous l'influence combinée des modifications prévues de recettes et dépenses courantes, le déficit du budget des opérations courantes augmentera, passant de 201 millions de livres en 1977 à 405 millions (estimation) en 1978. Compte tenu du besoin de financement par lequel se solde le budget d'équipement (416 millions de livres contre 344 millions en 1977), le besoin de financement global du secteur public atteindra 821 millions de livres en 1978, soit 13 % du PIB (10.2 % en 1977).

Politique monétaire

La masse monétaire au sens large a augmenté d'environ 16 $\frac{1}{2}$ % en 1977, soit un peu plus qu'en 1976 (14 $\frac{1}{2}$ %). Cette évolution correspond aux indications données par la banque centrale³², selon lesquelles il convenait que l'expansion de la masse monétaire au sens large et celle des prêts aux secteurs autres que les administrations publiques ne dépassent pas respectivement 16 % et 18 %. Le résultat a été obtenu bien que la croissance en termes réels ait été un peu plus rapide qu'on le prévoyait à l'époque, que l'inflation se soit un peu ralentie seulement et que le déficit extérieur courant ait été inférieur de près de 100 millions de livres aux prévisions. Le taux de liquidité primaire des banques affiliées a été proche de son niveau minimal durant la majeure partie de l'année et la proportion des prêts accordés aux secteurs autres que les administrations publiques et financés par des entrées de capitaux empruntant le canal des banques a été supérieure à la normale.

Au cours des douze mois s'achevant en décembre 1977, la masse monétaire au sens large a marqué une augmentation de 458 millions de livres (16 %), imputable surtout à l'accroissement des prêts accordés aux secteurs autres que les administrations publiques. Influencés par le dynamisme général de l'activité notamment la vigueur de la demande de crédit dans le secteur des ménages, ces prêts ont en effet marqué une augmentation de 439 millions de livres (22 %), financée en grande partie par des entrées de capitaux (269 millions de livres) empruntant le canal des banques agréées. L'escompte à l'étranger de crédits d'acceptation (100 millions de livres) a beaucoup contribué à ces apports ; il s'explique en partie par le niveau plus faible à Londres qu'à Dublin des taux d'intérêt des emprunts à court terme³³. Les besoins de financement du Trésor couverts par des moyens monétaires se sont élevés globalement à 308 millions de livres (tableau 8), à peu près comme en 1976. Le besoin de financement du secteur public ayant atteint

32 Il n'existe pas en Irlande de système formel d'objectifs monétaires. Depuis 1976, toutefois, la banque centrale indique, dans le rapport annuel qu'elle publie au premier trimestre, peu après le dépôt du projet de budget, l'expansion des agrégats monétaires qui lui paraît souhaitable pendant l'année qui commence. Si la banque centrale entendait influencer directement le niveau d'activité en fixant un rythme d'expansion monétaire sensiblement différent de celui qu'implique, aux taux d'intérêt en vigueur, la demande de crédit, il faudrait qu'elle ait recours à de nouveaux instruments ou bien qu'elle mette en œuvre de façon plus stricte certains instruments dont elle dispose déjà. A l'heure actuelle, les banques sont en principe tenues de constituer des dépôts équivalant à la moitié des entrées de capitaux empruntant leur canal, mais elles sont dispensées de cette obligation dans le cas de grands projets industriels et de certaines autorisations de crédits.

33 Les crédits d'acceptation prennent la forme d'effets commerciaux tirés sur des banques irlandaises et escomptés ensuite sur la place de Londres ; l'opération entraîne une augmentation de leurs avoirs sous forme de crédits d'acceptation.

Tableau 8 Formation de la masse monétaire

	Déc. 1974/ Déc. 1975	Déc. 1975/ Déc. 1976	Déc. 1976/ Déc. 1977
1 Besoin d'emprunt du Trésor	601	505	545
<i>Moins :</i>			
(2) Vente de titres au secteur privé intérieur non bancaire	101	117	125
(3) Part de la petite épargne absorbée par l'Etat	39	53	102
4 Financement monétaire du Trésor ¹ = (1) — (2) — (3) = (8) + (9) + (10)	426	297	308
<i>dont :</i>			
(5) Emprunts extérieurs	164	324	86
(6) Vente de titres à des non-résidents ²	90	n.d.	129
(7) Variations de la position auprès de la Banque centrale ³	-56	-104	-72
8 Contribution de l'Etat à l'accroissement de la base monétaire (5) + (6) + (7)	198	220	143
(9) Prêts des banques agréées à l'Etat	135	66	154
(10) Prêts à l'organisme d'intervention	93	11	11
(11) Variation, nette des emprunts de l'Etat	-73	-44 ⁴	30
12 Augmentation de la base monétaire (8) + (11)	125	176	173
(13) Prêts au secteur non-public (y compris les acceptations de banques)	143	370	524
<i>Moins :</i>			
(14) Engagements extérieurs nets du système bancaire	26	76	269
(15) Engagements non monétaires nets	76	197	135
16 Augmentation de M3 (9) + (10) + (12) + (13) — (14) — (15)	394	350	458
Augmentation en pourcentage	19	14.3	16.3

1 Le chiffre de financement du secteur public, tel qu'il est dérivé des données budgétaires (1) — (2) — (3), ne coïncide pas exactement avec le chiffre de ce financement tel qu'il est dérivé du bilan consolidé du système bancaire [(8) + (9) + (10)]. C'est ce dernier chiffre qui a été utilisé dans le tableau.

2 Se réfère au montant nominal et non pas à la valeur en espèces.

3 Comprend les variations des dépôts de l'Etat auprès de la Banque centrale et avances de la Banque centrale à l'Etat.

4 Y compris 106 millions de livres au titre de réévaluation des réserves consécutive à la modification des taux de change.

Sources : Les postes (1), (2) et (3) sont tirés du budget. Les autres postes sont tirés du *Bulletin trimestriel* de la Banque centrale et de renseignements directement communiqués par la Banque centrale d'Irlande.

globalement 545 millions de livres et les ventes de titres publics au secteur privé intérieur non bancaire ayant été à peu près les mêmes que les années précédentes, le financement par des moyens monétaires a quelque peu diminué grâce au doublement des prêts consentis aux administrations publiques par la petite épargne (voir ci-après).

Les crédits bancaires aux différents secteurs n'ont pas évolué de la même façon en 1977. Les avances aux industries manufacturières ont marqué un recul, mais celui-ci est imputable au fait que ce secteur peut recourir aux crédits d'acceptation et profiter ainsi des conditions un peu plus favorables du marché britannique. En revanche, les avances aux ménages ont fortement augmenté, comme en 1976, et contribué pour 43 % à l'expansion globale du crédit. Le crédit à la consommation a vigoureusement progressé lui aussi (35 % pendant l'année 1977). Les placements sous forme d'actions et de dépôts dans les sociétés de prêts à la construction ont très rapidement progressé et, bien que les prêts de ces sociétés

Tableau 9 Ensemble des banques agréées — Analyse des avances
Variation en pourcentage de novembre à novembre

	1975	1976	1977
Agriculture	7.1	42.4	29.2
Bâtiments et travaux publics	-1.9	8.5	15.6
Industrie manufacturière	10.9	24.2	-2.3
Secteur financier	7.8	-5.1	6.4
Services	6.8	32.9	21.7
Particuliers	13.5	39.2	36.1
Autres catégories	50.5	13.7	2.9
Total (secteur non public)	10.8	26.8	17.5

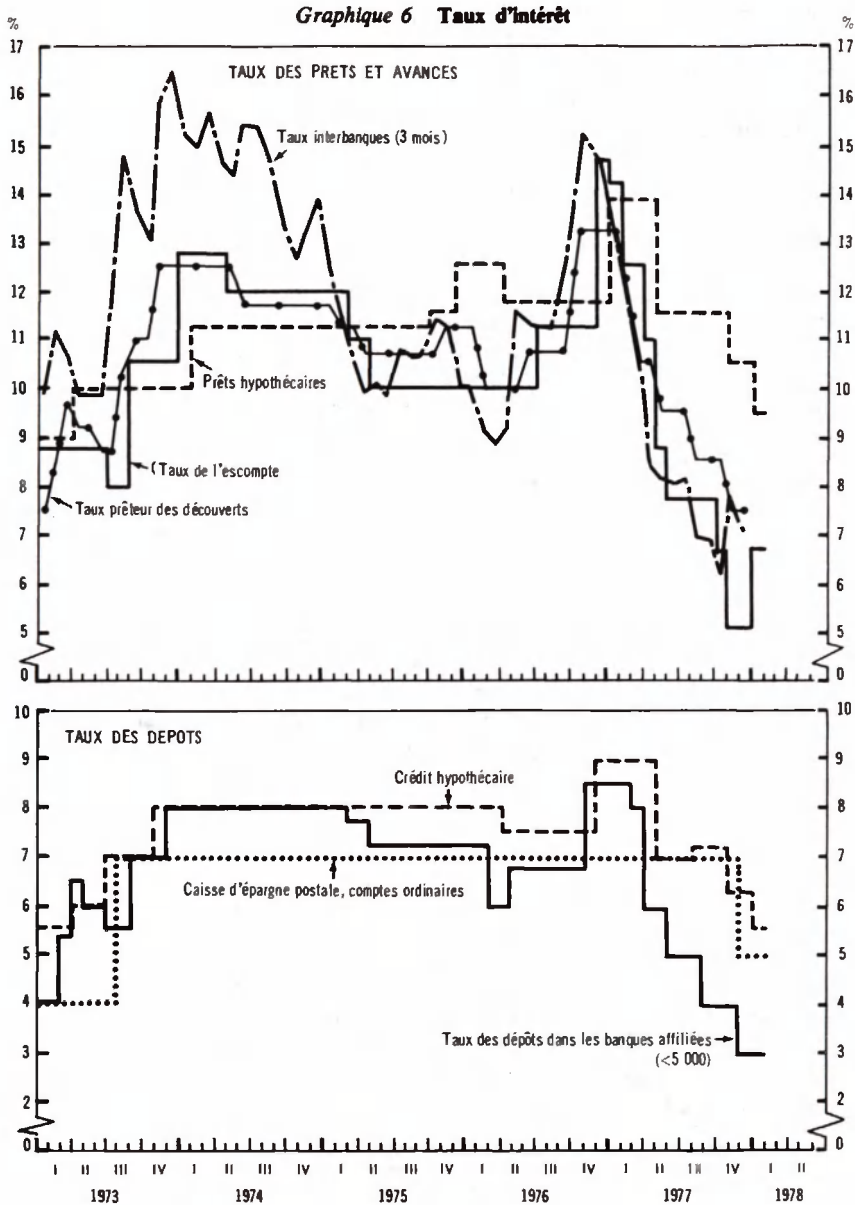
NOTE Ces chiffres comprennent les prêts, les effets, les découverts et les billets à ordre mais non pas le crédit à la consommation ni le crédit-bail.

Source : *Quarterly Bulletin*, Central Bank of Ireland.

se soient accrus fortement eux aussi, elles avaient à la fin de 1977 un taux de liquidités plus élevé que douze mois auparavant. L'importance des apports aux sociétés de prêts à la construction est probablement imputable à l'élargissement de l'écart entre les taux d'intérêt servis à leurs déposants et les taux versés par les banques agréées ; les taux bancaires ont en effet diminué davantage en 1977.

Les taux d'intérêt ont fortement diminué durant la majeure partie de 1977, à la suite de leur évolution au Royaume-Uni. Mais le recul du taux de base irlandais a été moins prononcé que celui de son homologue au Royaume-Uni, ses mouvements ayant été moins fréquents et moins amples sur l'ensemble de l'année. La baisse générale des taux d'intérêt a pris fin en novembre dans les deux pays, lorsque le Royaume-Uni a laissé le sterling flotter en hausse. La remontée qu'ont ensuite marquée les taux du marché monétaire dans ce pays s'est accompagnée d'une augmentation des taux interbanques à Dublin. A la baisse d'ensemble des taux d'intérêt durant l'année se sont superposés des mouvements relatifs des différents taux. Comme on l'a noté ci-dessus, les taux servis à leurs déposants par les sociétés de prêts à la construction n'ont pas diminué autant que les taux bancaires et, à la fin de l'année, l'écart restait très important par rapport aux moyennes du passé. De même, les taux des dépôts à la caisse d'épargne postale et dans les « Trustee Savings Banks » n'ont pas été alignés complètement sur la baisse générale des taux d'intérêt avant la fin de l'année. Cet écart explique peut-être en grande partie la forte augmentation des avances consenties par ces institutions aux administrations publiques en 1977.

En ce qui concerne l'année 1978, si l'on connaît l'orientation générale de la politique budgétaire, on ne dispose pas encore d'indications sur celle de la politique monétaire. L'activité intérieure s'annonçant dynamique et l'investissement fixe aussi vigoureux que l'an dernier, on peut s'attendre que la demande de crédit du secteur privé continue de progresser assez rapidement. L'évolution observée dans le passé incline à penser qu'elle pourrait augmenter davantage que le PNB nominal, de sorte que l'accroissement des avances bancaires aux secteurs autres que les administrations publiques pourrait être de l'ordre de 450 millions de livres. Le besoin de financement prévisible du secteur public étant de 820 millions de livres en 1978, le découvert financier des administrations publiques pourrait être de l'ordre de 550 millions de livres si les prêts consentis par le secteur intérieur non bancaire suivaient la même évolution que les années précédentes. Il se pourrait



Source: *Quarterly Bulletin*, Central Bank of Ireland.

toutefois que ces prêts soient moins importants que l'an dernier, car les perspectives d'évolution des taux d'intérêt se présentent sous un jour moins favorable. Cependant, au premier trimestre de 1978, les apports de la petite épargne étaient sensiblement plus élevés qu'au premier trimestre de l'année précédente malgré une certaine diminution de l'écart des taux d'intérêt qui avait joué en sa faveur pendant la plus grande partie de l'année 1977. Compte tenu de la demande de crédit du secteur privé et du montant probable du découvert financier des administrations

publiques, il ne paraît pas du tout impossible que le rythme d'expansion monétaire s'accélère notablement en 1978. Dans ces conditions, eu égard à l'orientation de la politique budgétaire et à la gestion de la dette, il se pourrait que la politique monétaire vise à réduire le rythme d'expansion monétaire ; mais la tâche ne sera sans doute pas facile, comme on le verra dans les conclusions.

Evolution à moyen terme des finances publiques

L'évolution récente de la politique budgétaire s'inscrit dans la ligne de la rapide expansion tendancielle du secteur public en Irlande qui a été examinée, en même temps que leurs implications sur le plan monétaire, dans de précédentes études de l'OCDE³⁴. Dans le prolongement de ces études, la présente section retrace succinctement les principaux aspects de l'évolution récente des finances publiques, notamment pendant les années 70. Certains de ces aspects se retrouvent dans d'autres pays de l'OCDE, mais leur ordre de grandeur n'est pas toujours le même en Irlande. Depuis les dernières années 50, la proportion des dépenses publiques totales dans le PIB marque une progression tendancielle en longue période aussi bien en Irlande que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Mais, entre 1967-1969 et 1974-1976, où la proportion est passée de 33.7 % à 49.4 % en Irlande, la progression a été plus rapide dans ce pays que dans l'ensemble de la zone. Si l'on classe dix-huit pays de l'OCDE dans l'ordre décroissant de la part des dépenses publiques totales dans le PIB, on voit l'Irlande passer de la dixième place en 1967-1969 à la troisième place en 1974-1976³⁵. Entre 1970 et 1977, les dépenses totales des administrations publiques ont augmenté en termes réels au rythme annuel moyen de 6.3 %³⁶ alors que le PIB en termes réels a progressé en moyenne de 3.4 % par an. Le taux annuel moyen d'accroissement des dépenses courantes a été de 7.5 % et celui des dépenses en capital de 2 %.

Tableau 10 **Résumé des opérations budgétaires**

	1972 ¹	1973 ¹	1974 ²	1975 ³	1976	1977 ⁴	1978 ⁵
Dépenses courantes	664.5	803.3	944.5	1 350.0	1 671.6	1 958.0	2 368.0
Augmentation en pourcentage	16.3	20.9	17.6	42.9	23.8	17.1	20.9
Recettes courantes	659.1	792.9	849.6	1 091.2	1 470.2	1 757.0	1 963.0
Augmentation en pourcentage	15.7	20.3	7.2	28.4	36.6	19.5	11.7
Déficit courant	5.5	10.4	94.9	258.8	201.4	201.0	405.0
(En pourcentage du PNB)	(0.3)	(0.4)	(3.2)	(7.0)	(4.5)	(3.7)	(6.4)
Dépenses publiques d'équipement financées par l'Etat	128.2	180.6	263.4	342.3	304.2	344.0	416.0
Emprunts du Trésor	133.7	191.0	358.3	601.1	505.6	545.0	821.0
(En pourcentage du PNB)	(5.6)	(6.8)	(12.1)	(16.3)	(11.3)	(10.2)	(13.0)

1 Période de douze mois commençant en avril de l'année indiquée et se terminant au mois de mars de l'année suivante.

2 Les données relatives à 1974 comprennent les chiffres d'un trimestre de 1973/1974 et les chiffres de la période avril-décembre 1974.

3 Depuis 1975, l'exercice budgétaire correspond à l'année civile.

4 Chiffres provisoires.

5 Estimations

Sources : Budget, différentes années, *Economic Review and Outlook*, juin 1977, Stationery Office, Dublin.

34 Voir notamment l'*Etude économique annuelle sur l'Irlande* publiée par l'OCDE en mars 1974.

35 *Evolution des dépenses publiques*, OCDE, Paris, 1978.

36 Dans ces comparaisons, les dépenses des administrations publiques et leurs composantes sont corrigées de l'inflation par l'indice implicite des prix du PIB.

Pendant les années 70, les recettes fiscales ont augmenté nettement plus vite que pendant la décennie précédente, mais un peu plus lentement que les dépenses. Les impôts indirects fournissent une très forte proportion des recettes fiscales en Irlande ; une comparaison récente portant sur quinze pays de l'OCDE³⁷ montre que c'est en Irlande que cette proportion est la plus élevée. La faiblesse relative de la part des impôts directs dans les recettes fiscales tient, non pas à ce que les taux moyens de ces impôts sont bas, mais au fait que leur assiette est étroite. Les revenus agricoles ne sont soumis dans une certaine mesure à l'impôt direct que depuis ces dernières années ; de plus, diverses mesures d'encouragement à l'industrie, notamment l'exonération d'impôt sur les sociétés prévue en faveur des bénéficiaires provenant des opérations d'exportation, sont venues restreindre encore l'assiette de la fiscalité directe. Du fait que les autorités hésitent à procéder à des relèvements d'impôts indirects à cause des effets qu'ils ont immédiatement sur l'indice des prix à la consommation, et à procéder à des relèvements d'impôts directs parce que, étant donné leur assiette actuelle, un accroissement notable de leur produit implique un alourdissement très sensible de leur poids, elles ne peuvent utiliser la fiscalité pour faire face à l'augmentation des dépenses que dans des limites assez étroites.

Pendant longtemps, en Irlande, le budget des opérations courantes a été à peu près équilibré, mais l'ensemble des dépenses publiques se soldait par un besoin de financement du Trésor, imputable aux dépenses en capital. Depuis 1974, les opérations courantes des administrations publiques se sont soldées par un déficit substantiel, qui a atteint au maximum 7 % du PNB en 1975 avant de redescendre à 3.7 % en 1977 (tableau 10). Les dépenses en capital ayant en outre fortement augmenté, le besoin de financement des administrations publiques a atteint 16.3 % du PNB en 1975, avant de redescendre aux environs de 10 % en 1977³⁸.

En même temps que se sont modifiées pendant les années 70, par rapport aux années précédentes, l'importance du déficit public et sa répartition entre le compte des opérations courantes et celui des opérations en capital, la façon dont ce déficit était financé s'est elle aussi modifiée. Pendant les années 60, le découvert des administrations publiques était financé pour quelque 9 % par des sources extérieures. Mais, depuis 1974 environ, la proportion financée par des emprunts officiels à l'étranger a augmenté (tableau 11). Si, à ces emprunts, on ajoute les ventes de titres aux non-résidents, on voit que la proportion du financement extérieur a augmenté encore davantage, ces dernières années ; elle a atteint, par exemple, 42.4 % et 39.9 %, respectivement, en 1975 et en 1977³⁹. L'augmentation des emprunts officiels à l'étranger s'est en outre répercutée sur la configuration de la balance extérieure des mouvements de capitaux. Pendant les années 60, ces emprunts comptaient pour 9 ½ % dans les entrées de capitaux, dont la majeure partie (40 %) était constituée par des investissements privés directs. Les positions relatives de ces deux flux se sont renversées pendant les cinq années se terminant en 1975 : 41.2 % pour les emprunts officiels, 15 ½ % pour les investissements privés directs.

La contribution du déficit du secteur public à l'expansion de la masse monétaire a augmenté pendant les années 70, plus particulièrement après 1974. En moyenne, sur la période 1972-1977, les deux tiers environ de ce déficit ont été

37 *Evolution des dépenses publiques*, OCDE, Paris, 1978.

38 En dépit de l'importance des déficits du secteur public enregistrés ces dernières années, la charge du service de la dette, exprimée en proportion des recettes fiscales ou du PIB, n'a guère augmenté. De 1971 à 1975, par exemple, cette charge est passée de 24.5 % à 25.2 % des recettes fiscales, et de 7 % à 8 ½ % du PIB. Cela est dû à la rapidité de l'inflation, qui fait augmenter le montant nominal du PIB et des recettes fiscales sans faire augmenter l'encours de la dette ni le coût de son service.

39 Les chiffres de 1975 et 1977 sont les seuls disponibles.

Tableau 11 Dette publique 1972-1977

	1972/73	1973/74	1974	1975	1976	1977
Proportion du besoin de financement du Trésor financé par des emprunts extérieurs	17.0 ¹	24.4 ²	44.6 ³	27.2	64.0	15.8
Total des encours de la dette publique (million de livres)	1 421.1 ¹	1 622.2 ²	1 957.9 ³	2 743.8	3 612.0	4 210.0 ⁴
dont : Dette extérieure (pourcentage)	8.9 ¹	10.3 ³	15.9 ³	17.2	28.8	24.9 ⁴

1 Chiffres au 31 mars 1973.

2 Chiffres au 31 mars 1974.

3 Concernant un trimestre de 1973/1974, plus la période avril-décembre 1974.

4 Estimations.

Source : Documents budgétaires ; chiffres directement communiqués par le Ministère des Finances.

financés par les moyens monétaires (emprunts officiels à l'étranger, ventes de titres à des non-résidents, modifications de la position du Trésor auprès de la banque centrale et avances des banques commerciales au secteur public). Cette évolution, combinée à l'accroissement après 1974 du besoin de financement du secteur public, a entraîné une nette augmentation de la contribution du découvert de ce secteur à l'expansion de la masse monétaire au sens large ; en 1974 et en 1975, ce découvert a même augmenté davantage que la masse monétaire. Dans l'ensemble, le déficit des administrations publiques ne paraît pas avoir été financé au détriment du crédit accordé au secteur privé, notamment parce qu'en 1974 et 1975, années où les tensions ont été les plus fortes, la demande de crédit de ce secteur était faible. Mais même en 1976 et en 1977 lorsque le Trésor avait d'importants besoins de financement et que la demande de crédit du secteur privé était très forte, celle-ci a pu être satisfaite sans qu'il en résulte de tensions.

Tableau 12 Besoins de financement des administrations publiques et masse monétaire

	Mars 1972/ Mars 1973	Mars 1973/ Mars 1974	Mars 1974/ Déc. 1974	Déc. 1974/ Déc. 1975	Déc. 1975/ Déc. 1976	Déc. 1976/ Déc. 1977
1 Emprunts de l'Etat	133.7	191.0	310.5	601.1	505.6	545.0
dont :						
2 Financement monétaire	69.0	167.0	277.0	426.0	297.0	308.0
3 Autres opérations extérieures ¹	-25.0	-19.0	-82.0	-73.0	-44.0	30.0
4 Prêts bancaires au secteur privé	271.0 ²	255.0 ²	79.0 ²	143.0	370.0	524.0
5 Moins : Engagements nets du système bancaire et engagements non-monnaïres nets	34.0	77.0	30.0	92.0	273.0	404.0
6 Augmentation de M3	281.0	326.0	244.0	394.0	350.0	458.0
7 Pourcentage d'augmentation de M3 ⁴	23.8	22.3	13.7	19.0	14.3	16.3
	En pourcentage					
8 Proportion de l'augmentation de M3 imputable à l'Etat	24.6	51.2	113.5	108.1	85.1	67.2

1 Variation des réserves extérieures ne résultant pas d'emprunts extérieurs de l'Etat.

2 Ne comprend pas les acceptations.

3 Y compris le capital et les réserves, les locaux et les acceptations.

4 Augmentation annuelle à partir de décembre.

Sources : Budget, diverses années ; Quarterly Bulletin, Central Bank of Ireland, divers numéros.

Politique des salaires

De nouveaux efforts ont été faits en 1977 pour freiner encore la progression des salaires qu'avait déjà ralentie l'accord national intérimaire de 1976. Le budget de janvier 1977 a prévu un certain nombre de mesures destinées à faciliter l'acceptation des dispositions du nouveau projet d'accord⁴⁰. Entériné en février, ce projet est devenu l'accord national de salaires de 1977. Sa durée d'application, quatorze mois, est la plus longue depuis 1972. Elle se décompose ainsi : une pause des rémunérations pendant trois mois, après l'expiration de l'accord intérimaire de 1976, suivie de deux phases d'augmentation des rémunérations de base, durant respectivement sept et quatorze mois. Pour la première phase, l'accord a prévu un relèvement de 2.5 % de la rémunération hebdomadaire de base, augmenté uniformément de 1 livre, le tout dans la limite de 4.13 livres, ou bien un relèvement de 2 livres si ce dernier est supérieur au précédent. Pour la seconde phase, il a prévu un relèvement calculé de la même façon mais limité à 4.23 livres, ou bien un relèvement de 2 livres si ce dernier est supérieur au précédent. Il est probable qu'en 1977, l'application de l'accord national de salaires a fait progresser d'environ 5 % les taux de rémunération de base. A cet accroissement sont venus s'ajouter les effets à retardement de l'accord intérimaire de 1976, de sorte qu'en 1977, les taux de rémunération de base ont augmenté en moyenne d'environ 11 $\frac{1}{3}$ % par rapport à 1976. Se superposant à cette progression le glissement des salaires a dû être de l'ordre de 3 %. Si l'on en juge par l'évolution des gains réels et par les progrès réalisés en 1976 et 1977 dans la voie de la reconstitution de la part des bénéficiaires (voir section « Coûts et prix »), les accords de salaires de ces deux années ont notablement contribué à améliorer l'évolution sur le plan de l'emploi et dans le domaine de l'inflation.

L'objectif que le gouvernement avait retenu pour 1978 en matière de salaires et dont il avait indiqué, dans son programme et dans le projet de budget, qu'il était compatible avec l'adoption d'une orientation plus expansionniste de la politique budgétaire, consistait à relever de 5 % pour 1978 les taux de rémunération de base. Or, en dépit de l'adoption, le 1^{er} février, du budget expansionniste, ce chiffre n'a pas été retenu dans les négociations qui ont abouti à la conclusion de l'accord national de salaires de 1978. La durée de cet accord est de quinze mois et il a pris effet aux dates d'expiration de l'accord de 1977, c'est-à-dire au 1^{er} janvier 1978 pour un tiers des travailleurs syndiqués et au 1^{er} mars 1978 pour les autres. Pour la première phase de douze mois, il prévoit un relèvement des rémunérations hebdomadaires de base égal à 8 % mais ne pouvant être inférieur à 3.50 livres. Le relèvement prévu pour la seconde phase est de 2 %. En conséquence, les dispositions de base de cet accord impliquent une augmentation de 7 % des taux de rémunération pour 1978. L'accord prévoit en outre qu'une augmentation supplémentaire de 2 %, négociable au niveau des entreprises, pourra venir s'ajouter au relèvement opéré au titre de la première phase.

40 Parmi ces mesures figuraient des réductions d'impôt sur le revenu des personnes physiques, subordonnées à l'acceptation de relèvements de salaires modérés, ainsi qu'un ensemble de dépenses publiques destinées à créer des emplois et pour lesquelles étaient prévus des crédits s'élevant globalement à 55.5 millions de livres (voir section « Politique budgétaire »).

III QUELQUES PROBLEMES A MOYEN TERME

Le programme de développement 1977-1980

En janvier 1978, le Gouvernement a présenté au Parlement un Livre Blanc sur le développement de l'économie nationale jusqu'en 1980⁴¹. Sans définir directement de politique précise, ce Livre Blanc examine le potentiel de développement de l'économie, les principaux problèmes sociaux et économiques qui se posent, les mesures permettant d'y faire face et l'action globale à mener jusqu'en 1980 pour réaliser les objectifs du gouvernement. Ceux-ci sont pour l'essentiel une augmentation substantielle de l'emploi, une réduction de l'inflation, le maintien de la compétitivité, l'expansion des investissements productifs et l'amélioration de l'efficacité économique. Le budget de 1978 représente la première étape du programme de développement du gouvernement et il sera suivi, au cours de l'année, par un Livre Vert et par un plan national qui définiront plus en détail les objectifs et les politiques à moyen terme.

Le Livre Blanc et le budget de 1978 constituent une tentative ambitieuse pour améliorer les résultats de l'économie irlandaise *pour la période qui va jusqu'en 1980*. Comme on pouvait s'y attendre, la réduction du chômage bénéficie d'une haute priorité. Compte tenu des prévisions que l'on peut faire sur la croissance de la main-d'œuvre, sur le nombre de licenciements et sur l'exode rural, il faudra, d'après les estimations officielles créer chaque année 20 000 emplois nouveaux, rien que pour empêcher le chômage de dépasser son niveau élevé actuel. On peut rappeler, à titre de comparaison, que quelque 17 200 emplois nouveaux ont été créés en moyenne chaque année entre 1973 et 1976. En fait, les autorités se sont fixé pour objectif dans leur plan de développement de porter à 29 000 le chiffre annuel net d'emplois nouveaux créés en dehors de l'agriculture entre 1978 et 1980 et de faire ainsi sensiblement reculer le nombre de chômeurs. Compte tenu de la structure des dépenses envisagées (tableau 13), on estime officiellement qu'un taux de croissance annuel du PIB réel de 7 % sera nécessaire pour réaliser l'objectif fixé en matière d'emploi et réduire ainsi le chômage. L'une des caractéristiques essentielles du programme de développement est qu'il présuppose une très forte augmentation des exportations, hypothèse dont la réalisation comporte évidemment une certaine part d'incertitude. Le taux de croissance du commerce mondial, sur lequel repose cette hypothèse, n'est pas explicitement indiqué mais il est supposé que des mesures seront prises pour accroître la demande dans les pays bien placés pour le faire. Cependant, les autorités s'attendent à une augmentation importante du déficit extérieur des opérations courantes qui passerait de 120 millions de livres (2 % du PNB) en 1977 à plus de 500 millions de livres (6 $\frac{1}{4}$ % du PNB) en 1980⁴². Elles prévoient aussi que l'augmentation rapide de l'activité sera compatible avec une nouvelle diminution du taux d'inflation, lequel pourrait être de l'ordre de 5 % en 1980.

Le programme de développement envisage certes une croissance de la production, des exportations et des investissements bien plus forte que celle que

41 *National Development 1977-1980*, Stationery Office, Dublin.

42 Au moment où les présentes projections ont été établies, on estimait le solde probable de la balance des paiements à 200 millions de livres environ. Compte tenu des révisions dont les chiffres de l'année de base ont fait ultérieurement l'objet et des taux de croissance projetés dans le Livre Blanc, on peut penser que le déficit des opérations courantes prévu pour 1980 pourrait être révisé à environ 400 millions de livres.

Tableau 13 Taux de croissance annuels, résultats et projections
Volume, variation en pourcentage

	1961-65	1966-70	1971-75	1978-80 ¹
Consommation privé	3.3	4.5	2.0	6
Consommation publique	3.3	4.9	7.2	3
Investissement	13.1	6.9	4.0	12
				(y compris les stocks)
Exportations	8.5	7.7	5.5	12
Importations	10.8	7.6	2.9	11
PIB	3.7	5.0	3.1	7

1 Projections officielles.

Sources : *National Income and Expenditure*, Stationery Office, Dublin. Les projections pour 1978-1980 sont tirées du Livre Blanc du Gouvernement ; *National Development 1977-1980*, Stationery Office, Dublin, 1978.

connaît l'Irlande depuis de nombreuses années, mais ses principaux objectifs n'en sont pas pour autant impossibles à réaliser. Ce qui est certain c'est que le succès ne sera pas facile. En fait, les autorités estiment que des difficultés pourraient apparaître dans quatre domaines principaux, à savoir : l'investissement et son financement, le déficit du secteur public, la balance des paiements et le taux de croissance du commerce mondial. Une gestion attentive de la demande et des revenus sera indispensable pour réduire ces difficultés. Même ainsi, la stratégie adoptée implique un certain nombre de problèmes évidents. Les paragraphes suivants traiteront de quelques-uns d'entre eux qui concernent la balance des paiements, l'inflation, le rapport entre l'emploi et la production ainsi que la gestion des finances publiques et la régulation monétaire.

Balance des paiements

Les engagements extérieurs de l'Irlande ne devraient pas être une source de difficultés majeures car l'endettement net de ce pays est relativement faible. Il semble donc rationnel de tirer parti de cette situation pour tenter de renforcer l'économie intérieure et d'accroître l'emploi. Si le financement du déficit envisagé paraît possible, il n'en reste pas moins qu'il placerait l'Irlande dans une situation d'endettement extérieur important. Le gouvernement a conscience des difficultés auxquelles peut se heurter cette politique et il se rend compte également que si le déficit de la balance des paiements dépassait sensiblement le niveau envisagé, la stratégie de croissance devrait peut-être être réexaminée. L'hypothèse retenue en ce qui concerne le commerce mondial suppose que les nombreux appels à l'expansion de la demande lancée dans les instances internationales, notamment dans le cadre de l'OCDE et du Conseil Européen, seront suivis d'effets. Si dans le passé, la faiblesse relative de la croissance du commerce mondial ne paraît pas avoir freiné de façon excessive les exportations irlandaises, l'objectif retenu pour les exportations implique un important transfert de ressources vers les secteurs de l'investissement et des exportations, qui, même si l'on fait abstraction des incertitudes concernant la croissance du commerce mondial, peut être difficile à réaliser à cause des risques d'inflation et de la structure des dépenses envisagées (voir ci-dessous).

Inflation

L'expérience du passé montre que la croissance soutenue de l'économie irlandaise repose sur les exportations qui de leur côté ne peuvent se développer que

si l'économie irlandaise est assez compétitive pour permettre un élargissement des marchés et attirer de nouveaux projets d'investissement qui permettront d'élargir la base industrielle du pays. Cela suppose dans le programme de développement que la condition nécessaire à l'obtention d'une hausse des coûts et des prix moins élevée en Irlande que chez ses partenaires commerciaux soit vérifiée. Compte tenu de l'évolution récente de la situation, malgré son amélioration sensible et eu égard aux problèmes que comporte la stratégie de croissance rapide adoptée, il s'agit peut-être là d'une vue optimiste des choses.

L'augmentation des coûts salariaux par unité de production dans l'industrie manufacturière s'est accélérée passant de 11 % en 1972 à 27 % en 1975 et, malgré l'expansion de la production, ces coûts ont progressé à un rythme annuel de 13 % au cours du premier semestre de 1977. Comme nous l'avons vu plus haut, il est prévu que les salaires non agricoles par personne employée augmenteront de 16 % en 1978, c'est-à-dire à un rythme qui, compte tenu de l'accroissement prévisible des coûts non salariaux et des profits, et de l'évolution de la productivité, ne semble guère de nature à entraîner une réduction importante de la pression sur les coûts et sur les prix dans un proche avenir. En outre, de même que l'accélération extrêmement forte de l'inflation en 1971 s'expliquait par des circonstances particulières, l'évolution favorable des prix constatée récemment a été due en partie à des facteurs extérieurs qui n'auront pas forcément la même influence d'ici à 1980. Il importe donc de faire preuve de modération en ce qui concerne les facteurs extérieurs qui influent sur les coûts et sur les prix et notamment le rythme de croissance des revenus nominaux. Il faut souligner que la condition du succès est une reconnaissance générale du fait que l'amélioration du niveau de vie peut être obtenue par des augmentations des revenus nominaux et des prix sensiblement moins élevées que celles des dernières années.

Emploi et production

L'étude de la relation entre la croissance de la production et l'emploi pendant la période 1960-1974 permet de conclure qu'une croissance très rapide de la production dans l'industrie et dans les services est nécessaire pour réaliser l'objectif d'emploi. Les mesures d'adaptation structurelle et de nationalisation prises dans l'industrie irlandaise surtout depuis le début des années 70 ont entraîné une augmentation de plus en plus rapide de la part relative de la productivité dans le processus de croissance. Le Livre Blanc prend cet élément en considération puisqu'il prévoit dans ses projections un taux de croissance moyen de la productivité qui, quoique plus élevé que la moyenne à long terme, est un peu inférieur à celui qui a été enregistré depuis la récession. La stratégie industrielle élaborée pour réaliser l'objectif fixé en matière d'emploi industriel tient compte de la nécessité d'encourager les industries à forte proportion de main-d'œuvre, notamment les petites entreprises qui auront un rôle important à jouer dans l'amélioration des liaisons interindustrielles. Toutefois, la croissance envisagée de la production non agricole exige un taux d'expansion des exportations et des investissements bien supérieur à sa moyenne en longue période. C'est pourquoi, à moins d'un changement considérable par rapport à l'évolution constatée dans le passé, les objectifs actuels d'emploi et de croissance seront difficiles à atteindre.

Etant donné le caractère ambitieux des objectifs de production et d'emploi et ce qui a été dit plus haut des problèmes qu'ils comportent, on est amené à se demander s'il ne serait possible de concilier la réalisation de l'objectif d'emploi à moyen terme avec un niveau de croissance et de déficit extérieur un peu inférieur à celui qui est envisagé en modifiant la structure de la demande et de la production. Compte tenu des contraintes liées à la balance des paiements, on peut penser que

l'accroissement annuel de 6 % envisagé pour la consommation privée est excessif. Toutefois, les projections partent de l'hypothèse que les objectifs de croissance des exportations et de l'investissement pourront être réalisés. La croissance projetée de la consommation des ménages implique d'ailleurs qu'ils le soient car si les exportations et les investissements devaient être sensiblement inférieurs aux prévisions, toute la stratégie adoptée serait reconsidérée. En outre, la croissance projetée de l'emploi implique une augmentation d'environ $3\frac{1}{2}$ % de la consommation par personne pourvue d'un emploi. Cependant, une croissance même plus lente de la consommation représenterait encore une amélioration non négligeable du niveau de vie et exercerait moins de pression sur la balance des paiements. Elle impliquerait aussi une augmentation un peu moins forte des revenus. Néanmoins, il y aurait peut-être lieu d'examiner si l'on ne pourrait pas réaliser l'objectif concernant le niveau de chômage avec un mode différent de production et un taux de croissance global inférieur en mettant davantage l'accent sur le développement des industries de services et sur l'amélioration de l'infrastructure économique.

Finances publiques et régulation monétaire

Le taux de croissance envisagé et la structure des dépenses auront également des incidences financières importantes. Le programme de développement prévoit que les besoins de financement du Trésor diminueront, tombant de 13 % du PNB en 1978 à 8 % en 1980. Il est probable que les emprunts nets des administrations publiques suivront une évolution analogue. En revanche, le déficit extérieur devrait d'après les prévisions connaître une progression égale à environ 2 % du PNB et atteindre ainsi un chiffre représentant à peu près $6\frac{1}{2}$ % de ce dernier en 1980. Comme nous l'avons noté plus haut, on reconnaît dans le plan de développement que les deux principales contraintes qui peuvent freiner la réalisation de l'objectif de croissance sont le financement des investissements et le déficit du secteur public jusqu'en 1980. Il est donc clair que les changements projetés sur le plan financier devront être abordés avec prudence, si l'on veut atténuer ces contraintes au maximum.

L'évolution récente des comptes du secteur public et ses implications pour la régulation monétaire ont été examinées dans la section précédente. Les caractéristiques de cette évolution qui présentent le plus d'importance pour la période allant jusqu'en 1980 sont la forte augmentation des besoins d'emprunts du Trésor qui sont passés de 10.2 % du PNB en 1977 à 13 % en 1978 et le resserrement des sources de recettes globales du secteur public par suite des décisions budgétaires de 1978. Bien que le programme national de développement envisage d'ici à 1980 une réduction des besoins d'emprunts du secteur public, le niveau de 8 % qui est prévu *sera encore relativement élevé*.

Le taux de croissance du PNB réel envisagé jusqu'en 1980 contribuera un peu lui-même à la croissance des recettes publiques, mais les mesures prises récemment en ce qui concerne les impôts ont eu pour effet de réduire les sources de recettes publiques, ce qui compliquera la tâche consistant à améliorer durablement la structure des finances publiques. On voit mal comment un meilleur équilibre entre les recettes et les dépenses publiques pourraient être obtenu sans que soit accrue la charge fiscale ou réduite sensiblement la croissance de la consommation du secteur public.

IV PERSPECTIVES A COURT TERME ET CONCLUSIONS

Perspectives pour 1978

Compte tenu de la politique qui est suivie actuellement et des faits qui sont déjà intervenus en 1977, 1978 paraît devoir être une nouvelle année de croissance rapide de la production. Etant donné le dynamisme de l'investissement qu'annoncent nettement les chiffres des projets d'investissement récemment approuvés, les bons résultats qui seront de nouveau sans doute enregistrés dans le domaine des exportations industrielles et la croissance très rapide que devraient connaître les revenus réels disponibles, le taux de croissance de la production réelle devrait être de l'ordre de 6 % contre 5 % en 1977. En raison notamment du fort ralentissement de la hausse des prix intervenue récemment, le taux d'inflation devrait lui aussi marquer une amélioration sensible d'une année sur l'autre. Il subsiste encore des incertitudes mais elles concernent la physionomie de la courbe que suivra l'évolution du taux d'inflation au cours de l'année jusqu'au début de 1979 plutôt que les résultats enregistrés d'une année sur l'autre. Parmi les incertitudes, les plus importantes sont probablement celles qui entourent l'évolution des coûts tout au long de l'année et l'ampleur probable de l'aggravation du déficit de la balance des opérations courantes.

Comme nous l'avons noté plus haut, l'accord national des salaires prévoit une hausse de 7 % du taux de base des salaires et des traitements non agricoles en 1978. Si l'on tient compte de l'effet différé des hausses décidées l'année précédente, que l'on peut chiffrer à environ 5 %, l'augmentation d'une année sur l'autre pourrait être de l'ordre de 12.5 %. Si l'on estime à 3.5 % le glissement des salaires et à 2 % l'accroissement du chiffre global de l'emploi, on peut prévoir une augmentation d'environ 18 % de la masse globale des salaires et des traitements non agricoles. Les profits devraient, d'après les prévisions, progresser d'environ 20 %, soit légèrement moins qu'en 1977, en raison de l'évolution différente de la valeur de la livre sterling. En revanche, les revenus agricoles pourraient ne progresser que d'environ 12 %. Compte tenu des modifications de l'impôt sur le revenu prévues au budget, les revenus réels disponibles des ménages pourraient augmenter de 8.0 %, c'est-à-dire d'un taux suffisant, pour permettre un accroissement sensible de la consommation privée et une augmentation de l'épargne. Le taux d'épargne moyen progressera probablement un peu cette année notamment parce que l'augmentation du revenu disponible sera peut-être considérée comme exceptionnelle et qu'il y a toujours un certain décalage entre le revenu et la consommation. En revanche, ce double phénomène sera dans une certaine mesure compensé par le fait que les salaires contribueront beaucoup plus à la croissance des revenus réels disponibles qu'ils ne l'ont fait au cours des deux années précédentes. Au total, l'augmentation du taux d'épargne pourrait être assez faible, la consommation privée progressant d'environ 7 %.

On prévoit aussi une forte augmentation (5 %) de la consommation publique ; cette augmentation sera un peu inférieure à l'accroissement prévu des dépenses courantes consacrées par l'administration centrale à l'achat des biens et des services. D'après les estimations, les dépenses au titre du programme d'équipement du secteur public devraient augmenter en 1978 de 16 $\frac{1}{2}$ %, soit environ 4 $\frac{1}{2}$ % en termes réels, les crédits affectés au bâtiment et à la construction progressant de 40 %. La demande dans le secteur privé de l'industrie est également en expansion et on prévoit donc que l'investissement dans le bâtiment et la construction

Tableau 14 Prévisions à court terme
Pourcentage de variation en volume par rapport à l'année précédente

	1976 millions de livres	1977	1978
1 Consommation privée	2 845	4½	7
2 Consommation publique	855	2	5
3 Investissement fixe	1 075	8	10
4 Demande intérieure finale	4 775	5	7½
5 Variation de la formation des stocks ¹	34	(½)	(½)
6 Demande intérieure totale	4 809	5½	7½
7 Exportations	2 154	12½	10½
8 Importations	-2 490	12½	12½
9 Variation de la balance extérieure ¹	-336	(-1)	(-2.1)
10 PIB	4 473	5.1	6
<i>Pour mémoire :</i>			
Prix à la consommation	18	13.6	8
Déficit de la balance des paiements (millions de livres)	138	120	270

1 Variation en pourcentage du PIB.

marquera une augmentation de quelque 10 %. Les investissements consacrés aux installations et aux machines devraient d'après les prévisions connaître en 1978 une nouvelle augmentation rapide quoique un peu inférieure à celle de 15 % qui a été enregistrée l'année dernière.

La fermeté de la demande intérieure devrait se traduire par une forte augmentation du volume des importations. Cette croissance des importations recevra probablement un coup de fouet supplémentaire du fait de la composition de la demande : de même qu'en 1977, la vigueur de la demande d'investissement — qui comporte un fort élément d'importation — jouera de nouveau un rôle important en la matière, mais la poussée des importations sera due en partie aussi à l'augmentation rapide des revenus disponibles et donc des achats de biens de consommation durable. D'après les prévisions, les importations augmenteront de 12½ % en volume. De son côté, le volume des exportations ne devrait augmenter que de 10½ % (contre 12½ % en 1977) malgré une reprise des exportations agricoles par rapport à l'année dernière. Le ralentissement de la progression des exportations industrielles marque en partie un retour à la tendance après les résultats exceptionnels de l'année dernière. L'évolution prévue des volumes d'exportation et d'importation se soldera par une contribution négative de 2 % au PIB et, dans ces conditions, le PIB réel devrait en 1978 quand même dépasser de 6 % celui de l'année précédente. Etant donné que d'après les prévisions, la hausse des prix à l'exportation sera un peu plus forte que celle des prix à l'importation, les chiffres ci-dessus permettent de penser que le déficit des opérations courantes augmentera pour atteindre environ 270 millions de livres.

L'augmentation de la production sera surtout due aux gains de productivité mais il se peut néanmoins que l'expansion de l'emploi non agricole soit cette année de l'ordre de 2 %. Toutefois, du fait de la diminution prévue de l'emploi agricole et de la croissance de la population active, la baisse du taux de chômage enregistrée pourrait être sensiblement plus faible.

Du fait que la forte baisse du taux d'inflation récemment intervenue continuera à faire sentir ses effets en 1978, on peut prévoir une hausse annuelle de l'indice des prix à la consommation d'environ 8 %, contre 13.6 % en 1977.

Ce résultat semble remarquable si l'on considère que sur cette même période de deux ans, l'augmentation des taux de salaires et des traitements non agricoles devrait d'après des estimations ne diminuer que de 1 point passant de 17 à 16 %. *Les bons résultats attendus en matière de prix s'expliquent essentiellement par les mesures fiscales prises par le gouvernement et par les gains de productivité qui ont été enregistrés entre ces deux années.* Ils sont dus aussi en partie au ralentissement continu de la hausse des prix à l'importation et à l'exportation qui résulte de l'évolution modérée des prix à l'étranger et qui a été renforcée par l'appréciation de la livre sterling intervenue en 1977. Bien que cette évolution des prix d'une année à l'autre ait été extrêmement favorable, il n'est pas certain que des conditions analogues se maintiennent jusqu'à la fin de l'année. En particulier, si les taux salariaux devaient marquer une tendance à l'accélération du fait du glissement des salaires, des problèmes pourraient se poser au cours de l'année, encore qu'il soit difficile de savoir si dans cette éventualité l'ajustement prendrait plutôt la forme d'une accélération du rythme d'inflation ou d'une baisse des profits et de l'emploi.

Conclusions

Au cours des deux dernières années, l'économie irlandaise a connu une reprise bien plus vigoureuse qu'on ne le croyait généralement possible lors des années de récession de 1974 et de 1975. La croissance de la production a été l'une des plus rapides des pays de l'OCDE, l'impulsion étant venue surtout du dynamisme des exportations et de la formation de capital fixe. Le taux d'inflation a été réduit de moitié, *tombant à un niveau qui correspond à peu près à la moyenne de l'OCDE* et le taux moyen de 1978 sera sensiblement plus faible que celui de 1977. Cette forte expansion intérieure a été obtenue pendant une période caractérisée par une léthargie générale de la demande mondiale sans qu'il en soit résulté des conséquences majeures pour le compte courant de la balance des paiements. En fait, en 1977, année où la croissance du PIB a dépassé 5 %, le déficit des opérations courante *a été plus faible que l'année précédente.*

Il subsiste cependant des problèmes qui ne comportent pas de solutions rapides. Le principal d'entre eux est constitué par le très haut niveau de chômage qui sévit depuis un certain nombre d'années et c'est pourquoi l'orientation actuelle de la politique économique et le Livre Blanc sur le développement national de 1977 à 1980 ont pour premier objectif la création d'un grand nombre d'emplois. Mais il est évident que la réalisation de l'objectif fixé en matière d'emploi risque d'être difficile. Elle nécessitera la poursuite de l'expansion rapide de l'infrastructure industrielle, l'amélioration des liaisons interindustrielles afin de renforcer l'élasticité de l'emploi par rapport à la production industrielle et une réaction vigoureuse du secteur des services à la croissance de la production. La structure dualiste de l'industrie, de la productivité et du commerce irlandais risque de compliquer considérablement cette tâche, la croissance de l'emploi dans les nouvelles industries à forte intensité de capital étant insuffisante pour permettre une réduction sensible du chômage, si l'on tient compte de la croissance de la population active, de l'exode rural et des licenciements dans les industries de main-d'œuvre traditionnelles. En outre, les industries nouvelles sont fortement orientées vers les marchés d'exportation de sorte que les modifications du rythme de croissance de la demande intérieure n'influent pas sensiblement sur leur niveau d'activité ou sur leur contribution au développement de l'emploi.

La stratégie de forte croissance et le modèle d'expansion officiellement envisagés entre 1978 et 1980, sont tributaires d'un certain nombre d'aléas dont le gouvernement a conscience. Les deux principaux problèmes concernent probablement l'inflation et la balance des paiements :

- i) Des progrès notables ont été récemment réalisés dans la réduction du rythme de hausse des prix et de l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre, mais il importe qu'ils se maintiennent. De fait, la croissance rapide pourrait intensifier les pressions des coûts et réduire la compétitivité de l'économie irlandaise, ce qui aurait des conséquences défavorables pour l'évolution de l'emploi. En outre, si la progression des revenus ne continuait pas à être empreinte de modération, les objectifs d'investissement risqueraient d'être compromis.
- ii) D'après les projections officielles, le déficit extérieur des opérations courantes est appelé à augmenter fortement. Si les marchés extérieurs devaient connaître une évolution moins dynamique que prévu ou si la part des produits irlandais sur ces marchés ne progressait pas, les chiffres d'exportation seraient inférieurs aux prévisions et il en résulterait une augmentation du déficit extérieur. Toutefois, cette évolution serait en partie compensée par une diminution parallèle des importations de biens intermédiaires destinés aux entreprises travaillant pour l'exportation. Si l'écart entre les résultats et les prévisions était important, toute la stratégie de croissance serait à reconsidérer.

L'examen des principaux facteurs autres que la croissance globale qui influent sur l'emploi se heurte d'autre part à l'insuffisance des statistiques qui constitue un obstacle à l'analyse du fonctionnement de l'économie irlandaise. Des améliorations dans ces deux domaines faciliteraient considérablement l'élaboration de la politique économique.

Il est vrai que la politique appliquée par les autorités irlandaises a fait une place considérable aux mesures destinées à soutenir l'emploi mais une croissance de la consommation privée plus lente que celle qui est projetée accompagnée de l'adoption de mesures agissant directement sur le marché du travail servirait peut-être mieux les intérêts de l'emploi. Il conviendrait, par exemple, d'examiner les possibilités de création d'emplois dans le secteur des services. Une telle stratégie pourrait aussi contribuer à réduire les risques inhérents à la croissance rapide sur le plan de l'inflation et de la balance des paiements. Les mesures déjà adoptées détermineront en grande partie les résultats pour 1978, mais il importerait semblait-il que des dispositions soient prises pour assurer une expansion viable à moyen terme. La question cruciale est sans doute celle de l'évolution des traitements et des salaires compte tenu en particulier des conséquences qu'elle peut avoir pour la compétitivité de l'économie irlandaise.

Etant donné qu'une croissance soutenue est subordonnée à de bons résultats sur le plan de l'exportation il est essentiel, si l'on veut éviter que l'industrie traditionnelle dépérisse trop rapidement sous les coups de la concurrence des importations, que le *taux de croissance* des salaires et des traitements irlandais soit sensiblement ralenti tant en valeur nominale qu'en termes réels. Après l'impulsion vigoureuse donnée par le budget aux revenus depuis le mois de juillet dernier, on ne peut considérer avec un esprit parfaitement serein le récent accord de salaires car il pourrait entraîner une augmentation des coûts de main-d'œuvre plus rapide que chez bien des partenaires commerciaux. Il est indispensable de surveiller de près les hausses de rémunération résultant de l'accord de 1978 de façon à veiller à la stricte application des dispositions de cet accord et à empêcher qu'il ne débouche sur des augmentations de coûts excessives. Pour que la politique suivie soit couronnée de succès, il est capital que l'augmentation des salaires soit à moyen terme sensiblement moins élevée que dans les autres pays et ce résultat ne sera sans doute pas atteint sans une politique efficace des revenus. La mise au point d'une approche concertée de la formation des salaires impliquant la coopération active de tous les partenaires sociaux est sans doute la meilleure solution. Comme cela a été noté dans la partie III, il importe que les autorités *continuent* d'insister

sur le fait que la modération des augmentations des salaires nominaux peut avoir des effets bénéfiques sur l'emploi et le niveau de vie en améliorant la compétitivité et l'incitation à investir. Une croissance durable du niveau de vie par l'augmentation des revenus réels résultera plus probablement d'augmentations modérées des salaires nominaux et des prix que d'accords de salaires qui font peser une menace sur la compétitivité et qui nécessitent une politique restrictive de gestion de la demande. Une politique efficace des revenus qui s'accompagnerait d'une amélioration de la compétitivité pourrait également contribuer à ralentir la croissance de la consommation des ménages et en même temps éviter que des pressions trop fortes ne s'exercent sur la balance des paiements, en permettant d'établir une structure des dépenses plus soutenable.

Un autre problème important est celui des besoins d'emprunt du Trésor qui d'après les estimations équivaldront en 1978 à environ 13 % du PNB. Si l'on souhaite éviter une croissance excessive des agrégats monétaires à moyen terme et les tensions qui pourraient en résulter pour la balance des paiements, un certain nombre d'ajustements dans le domaine monétaire seront peut-être nécessaires. Outre qu'il sera indispensable d'exercer un certain contrôle sur les entrées monétaires, il faudra aussi qu'une part importante des besoins d'emprunt du Trésor soit financée par le recours à l'épargne du secteur non bancaire. L'introduction rapide d'un nouvel instrument monétaire — tel que celui que laisse entrevoir le budget de 1978 — pourrait être utile. En outre, après la croissance rapide enregistrée en 1976 et en 1977, il y aurait peut-être lieu dans certaines circonstances, de freiner l'expansion des prêts au secteur des ménages. Il est souhaitable non seulement de limiter la croissance des agrégats monétaires, mais aussi de réduire sensiblement le déficit du secteur public.

Annexe

CHRONOLOGIE DES PRINCIPAUX EVENEMENTS ECONOMIQUES

1976

18 octobre

Emission de cinq nouvelles tranches d'effets publics d'une valeur nominale de 90 millions de livres.

26 octobre

Annnonce d'un relèvement compris entre 0.75 et 1.5 point de pourcentage des taux créditeurs et débiteurs des banques à compter de la fermeture des bureaux le 27 octobre.

27 octobre

Réunion de la Conférence Employeurs/Travailleurs pour des négociations préliminaires sur un nouvel accord national des salaires.

29 octobre

L'Association des sociétés de prêts à la construction irlandaises annonce que les taux hypothécaires et les taux de rémunération des placements seront relevés de plus de deux points de pourcentage et de 1.5 point de pourcentage respectivement à compter du 1^{er} novembre, ce qui portera les premiers à 13.95 % et les seconds à 9 %.

5 novembre

Emission de quatre nouvelles tranches d'effets publics d'une valeur nominale de 80 millions de livres.

9 novembre

Annnonce de l'octroi d'un prêt de 300 millions de dollars des Etats-Unis par un consortium bancaire. Ce prêt d'une durée de sept ans est porteur, pendant les cinq premières années, d'un intérêt supérieur de 1.375 point de pourcentage au taux des découverts interbancaires sur la place de Londres. Il doit contribuer au financement du budget d'équipement pour 1978.

10 novembre

Emission de trois nouvelles tranches d'effets publics d'une valeur nominale de 40 millions de livres.

3 décembre

D'après les estimations de la Banque Européenne d'Investissement, les entrées de capitaux privés étrangers en Irlande sont tombées à 5 millions de livres en 1975 contre 144 millions en 1974.

8 décembre

Proposition d'allégements fiscaux devant entraîner un accroissement des revenus disponibles de 3 à 4 % en 1977 en contrepartie d'un blocage des salaires.

17 décembre

La Banque Européenne d'Investissement accorde des prêts s'élevant à un total de 16 millions de livres pour l'amélioration du système de télécommunication. Ces prêts sur douze ans sont porteurs d'un intérêt annuel de 8.875 %.

21 décembre

Les Ministres de l'Agriculture des Etats membres de la CEE acceptent une dévaluation de 8 % de la livre verte irlandaise à compter du 17 janvier 1977.

23 décembre

Emission de onze tranches d'effets publics d'une valeur nominale de 55 millions de livres.

31 décembre

Le taux d'escompte minimum de la Banque centrale d'Irlande est fixé à 14.5 % l'an à compter du 1^{er} janvier 1977.

1977

4 janvier

Les comptes du Trésor indiquent qu'en 1976 les recettes globales se sont élevées à 1 470 millions de livres alors qu'elles avaient été estimées à 1 356 millions dans les projections budgétaires de janvier. Les dépenses courantes ont atteint au total 1 672 millions de livres pendant la même période tandis qu'un chiffre de 1 682 millions avait été prévu.

11 janvier

Emission de sept nouvelles tranches d'effets publics d'une valeur nominale de 80 millions de livres.

18 janvier

Emission de quatre tranches d'effets publics d'une valeur nominale de 50 millions de livres.

19 janvier

D'après les chiffres du Central Statistics Office, le déficit commercial est passé de 257 à 479 millions de livres entre 1975 et 1976.

20 janvier

Le Fonds Européen de Développement Régional accorde à l'Irlande une nouvelle dotation de 1.3 million de livres pour ses projets d'équipement. A cette date, l'Irlande a reçu 23 des 35 millions de livres qui doivent lui être alloués pendant la période 1975-1978 et 200 projets environ ont bénéficié d'une aide.

21 janvier

Accord au sein de la Conférence Employeurs/Travailleurs sur le texte définitif des clauses du nouvel accord national des salaires valables pour quatorze mois. Cet accord prévoit un relèvement des traitements et salaires compris entre 4 et 8.36 livres par semaine payable en deux fois. Il doit être ratifié par les organisations patronales et par le Congrès des syndicats irlandais ("Irish Congress of Trade Unions").

26 janvier

Présentation par le Ministre des Finances du budget de 1977 qui comporte un relèvement des prestations sociales, des mesures d'incitation en faveur de l'industrie, un allègement de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés. Le budget prévoit également de soumettre à l'imposition sur le revenu les exploitants agricoles dont la valeur des terres retenue pour l'assiette de l'impôt égale ou dépasse 75 livres.

31 janvier

Le taux d'escompte minimum de la Banque centrale d'Irlande est fixé à 12.5 % l'an, à compter du 1^{er} février.

16 février

Le Comité permanent des banques irlandaises ("Irish Bank's Standing Committee") annonce une réduction de 0.75 point de pourcentage des taux des avances à compter de la fermeture des bureaux le 17 février.

21 février

Le Gouvernement annonce qu'un montant global de 7.3 millions de livres sera consacré à l'aide au développement en 1977, contre 4.6 millions de livres en 1976 et 3 millions de livres en 1975. Les crédits affectés à l'aide en 1977 représentent 0.14 % du PNB alors qu'ils n'en représentaient que 0.04 % quatre ans plus tôt.

22 février

Ratification de l'accord national des salaires pour 1977 par le congrès des syndicats irlandais et les organisations patronales.

24 février

Annnonce de la création d'un nouvel effet public à court terme, le "Finance Stock 1981" à 11 $\frac{1}{2}$ %. Le cours de ce titre a été fixé à 97.5 livres avec un rendement au remboursement de 12.24 %.

10 mars

Le taux d'escompte minimum de la Banque centrale d'Irlande est fixé à 11 % l'an à compter du 11 mars.

14 mars

Emission de nouvelles tranches d'effets publics d'une valeur nominale de 60 millions de livres.

22 mars

Le Comité Permanent des banques irlandaises annonce une réduction de deux points de pourcentage de la plupart des taux d'intérêt à compter de la fermeture des bureaux le 24 mars.

1^{er} avril

Quatre des cinq membres de l'Association des sociétés de prêts à la construction irlandaises annoncent que leurs taux de rémunération des placements et leurs taux hypothécaires sont ramenés à 7 et 11.5 % respectivement, à compter du 18 avril, dernier délai.

14 avril

Réduction de 11 à 8.80 % du taux d'escompte minimum de la Banque centrale d'Irlande.

21 avril

Annnonce de la création d'un nouveau titre à long terme le "Finance Stock 1977-82" à 13 %. Le prix d'émission de ce titre a été fixé à 93 livres avec un rendement uniforme et un rendement au remboursement de 14 %. Les émissions de nouveaux titres ont atteint au total 253 millions de livres au premier trimestre de 1977.

4 mai

Le comité permanent des banques Irlandaises ("Irish Bank's Standing Committee") annonce une réduction des taux d'intérêt d'un point de pourcentage à compter de la fermeture des bureaux.

6 mai

Emission de nouvelles tranches de trois effets publics à court terme pour une valeur nominale de 50 millions de livres.

11 mai

La Commission de la CEE annonce l'octroi à l'Irlande d'un crédit de 6 millions de livres par le Fonds Européen de Développement Régional. Sur les 35 millions de livres destinés à l'Irlande pour la période 1975-1977, 22 millions ont été affectés entre 1975 et 1976.

13 mai

Le taux d'escompte minimum de la Banque centrale d'Irlande est ramené de 8.80 à 7.75 %.

16 juin

Elections générales.

24 juin

La Banque centrale annonce une série de mesures destinées à freiner l'afflux de capitaux étrangers dans le système bancaire, cela afin de régulariser l'expansion de la masse monétaire. Ces mesures comportent notamment le rétablissement de l'obligation faite aux banques de constituer auprès de la Banque centrale des dépôts équivalant à la moitié des entrées de capitaux empruntant leur canal.

5 juillet

Annnonce de la formation d'un département de planification économique et de développement.

11 juillet

Le Gouvernement donne son accord au projet tendant à mobiliser 32 millions de livres sur la place de Tokyo par une émission d'obligations de 15 milliards de yen. Les obligations sont émises pour douze ans et portent un intérêt annuel de 8 %.

15 juillet

Les Services d'Information du Gouvernement annoncent que le Fonds Européen de Développement Régional a affecté à l'Irlande un montant supplémentaire de 4.6 millions de livres, ce qui porte à 12 millions de livres le total des fonds alloués à l'Irlande depuis le début de 1977.

29 juillet

Annnonce de l'octroi à l'Irlande d'une dotation de 9.4 millions de livres financée par le Fonds Social Européen après approbation par la Commission de la première série de demandes d'assistances pour la formation professionnelle adressées au Fonds.

Emission de quatre tranches d'effets publics d'une valeur nominale de 55 millions de livres.

22 août

Le comité permanent des banques irlandaises annonce une réduction des taux d'intérêt d'un point de pourcentage à compter de la fermeture des bureaux le 23 août.

26 août

L' "Agricultural Credit Corporation" annonce une réduction d'un point de pourcentage du taux de ses avances, à compter du 1^{er} septembre.

30 août

L'Association des sociétés de prêts à la construction irlandaises annonce une réduction d'un point de pourcentage du taux hypothécaire et de 0.9 point de pourcentage du taux de rémunération des placements, à compter du 1^{er} octobre.

1^{er} septembre

Réduction du rôle joué par la Banque centrale d'Irlande dans les activités du marché des changes afin d'encourager les opérations inter-bancaires.

2 septembre

Emission de cinq tranches d'effets publics d'une valeur nominale de 90 millions de livres.

6 septembre

Le taux d'escompte minimum de la Banque centrale d'Irlande est ramené de 7.75 à 6.60 %.

9 septembre

Emission de quatre tranches d'effets publics d'une valeur nominale de 65 millions de livres.

19 septembre

Annnonce d'une série de mesures destinées à accroître le nombre d'emplois dans la petite industrie. Ce projet, d'un montant global de 2 millions de livres, devra permettre la création de 800 emplois.

23 septembre

Emission de six tranches d'effets publics d'une valeur nominale de 85 millions de livres.

A la première d'une série de réunions avec le Congrès des syndicats irlandais ("Irish Congress of Trade Unions"), le Premier Ministre fait connaître l'intention du Gouvernement de mettre en place un consortium de développement industriel devant permettre d'accroître l'emploi.

4 octobre

Emission d'un nouvel effet public à court terme, le "Finance Stock 1980" à 8 %. L'émission porte sur un montant de 25 millions de livres atteint par l'émission dont 20 millions sont alloués à des caisses de l'administration centrale.

11 octobre

Le taux d'escompte minimum de la Banque centrale d'Irlande est ramené de 6.60 à 5.10 %.

14 octobre

Les services d'information du Gouvernement annoncent que la Banque Européenne d'Investissement a accordé à l'Irlande un prêt de 12 millions de livres sur quinze ans, au taux annuel de 8.55 % destiné à financer la construction d'usines par des organismes d'état.

18 octobre

Emission de quatre tranches d'effets publics d'une valeur nominale de 50 millions de livres.

27 octobre

Le comité permanent des banques irlandaises annonce une réduction des taux d'intérêt d'un point de pourcentage à compter de la fermeture des bureaux le 1^{er} novembre.

15 novembre

La Direction du Développement Industriel ("Industrial Development Authority") annonce que cinq nouvelles sociétés sous contrôle américain doivent entreprendre en Irlande des activités qui, au stade opérationnel, doivent fournir 2 000 emplois. Le montant global de l'investissement s'élèvera à 13.5 millions de livres.

L'Association des sociétés de prêts à la construction irlandaises annonce que le taux hypothécaire est ramené de 10.5 à 9.5 % à compter du 1^{er} décembre. Le taux d'intérêt sur les dépôts est ramené de 6.3 à 5.5 %.

18 novembre

Les taux d'intérêt versés sur les dépôts à la caisse d'épargne postale ainsi que ceux versés sur les dépôts et les comptes de capital dans les "Trustee Savings Bank" sont réduits de deux points de pourcentage, première réduction opérée depuis 1973.

23 novembre

Annnonce par "Alcan Ireland" de la construction d'une usine d'aluminium de 280 millions de livres dans l'estuaire du Shannon. Ce sera le plus grand projet d'équipement jamais entrepris dans le pays.

6 décembre

A l'issue d'une réunion de deux jours à Bruxelles, le Conseil Européen approuve l'octroi de 1 850 millions d'unités de compte européennes (1 203 millions de livres) au Fonds de développement régional pour les trois prochaines années. La part de l'Irlande s'élèvera à 75 millions de livres. Il est également décidé, en principe, que la contribution de l'Irlande au budget de la CEE sera accrue de 20.5 millions de livres l'année prochaine et portée à environ 44.5 millions de livres.

8 décembre

Le taux d'escompte minimum de la Banque centrale est porté de 5.10 à 6.75 %.

1978

13 janvier

Publication du Livre Blanc. Développement national 1977-1980.

27 janvier

Publication du programme d'équipement public pour 1978. Ce programme qui représente environ la moitié de la formation brute de capital fixe prévoit une augmentation des dépenses en capital d'environ 16 $\frac{1}{4}$ %, soit d'environ 4 $\frac{3}{4}$ % en volume. L'accroissement le plus important concerne le logement (+ 40 %), mais des relèvements substantiels sont aussi prévus pour le téléphone, les projets énergétiques et d'autres opérations.

1^{er} février

Présentation du budget pour 1978 à la Chambre des Députés (Dail). Un déficit de paiement courant estimé à 405 millions de livres (environ 6.7 % du PNB) est envisagé contre 201 millions de livres (3.7 % du PNB) en 1977 et le besoin de financement global du secteur public doit atteindre 13 % du PNB contre 10.2 % en 1977. Les principales mesures suivantes sont envisagées :

- i) Une somme de 85 millions de livres sera consacrée à la réalisation d'objectifs spécifiques dans le domaine de l'emploi : 10 000 emplois nouveaux seront créés dans le secteur public, 5 000 dans le secteur du bâtiment et de la construction et environ 5 000 autres dans le cadre du programme d'emploi des jeunes.
- ii) Les abattements au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sont augmentés de 200 livres pour les célibataires et de 630 livres pour les ménages, ce qui devrait coûter au Trésor 63 millions de livres en 1978 (97.6 millions de livres en année pleine).

- iii) Les conditions d'application du taux spécial de 25 % de l'impôt sur les sociétés institué pour trois ans par le budget de 1977 sont modifiées. Les entreprises manufacturières peuvent bénéficier de ce taux spécial en 1978 et 1979 à condition qu'elles accroissent l'effectif de leurs salariés de 3 %. La seconde condition qui était un accroissement du volume des ventes de 5 % est supprimé.
- iv) Les industriels peuvent bénéficier de l'amortissement libre sur les dépenses consacrées à la construction de bâtiments industriels à compter du 2 février. L'amortissement libre des installations nouvelles et outillages nouveaux devient un régime normalement applicable en permanence sur tout le territoire national.
- v) Le seuil d'assujettissement effectif des petites entreprises à l'impôt sur les sociétés est porté de 10 000 (taux de 35 %) à 25 000 livres et de 15 000 (taux de 45 %) à 35 000 livres. Les nouveaux seuils sont applicables aux bénéficiaires à compter du 1^{er} janvier 1977.
- vi) L'impôt sur la fortune sera supprimé à partir du 5 avril 1978. Le coût de cette mesure pour le Trésor est évalué à 8.5 millions de livres en 1978.
- vii) Dans le cadre de l'impôt sur les plus-values, la plupart des avoirs seront soumis à un barème mobile. Ce nouveau barème commencera (à partir de la date d'acquisition de l'avoir) avec un taux de 30 % qui sera progressivement réduit tous les trois ans et ramené à zéro au bout de vingt et un ans. Ce système entrera en vigueur le 6 avril 1978 et l'impôt sur les plus-values étant acquitté à terme échu, il ne fera l'objet d'aucun versement en 1978.
- viii) En ce qui concerne l'imposition des revenus agricoles, l'imposition forfaitaire est maintenue parallèlement à l'imposition sur la base des résultats comptables et les modifications suivantes sont apportées au régime fiscal : le multiplicateur utilisé pour le calcul des revenus forfaitaires est porté de 65 à 90 et la valeur forfaitaire minimale déterminant le seuil d'imposition est ramené de 75 à 60 livres. Cette dernière mesure doit accroître d'environ 7 000 le nombre des exploitants agricoles assujettis à l'impôt.
- ix) Les prestations sociales hebdomadaires, y compris les prestations maladie seront relevées de 10 % à compter du 1^{er} avril. Toutefois, du fait du nouvel accroissement des revenus agricoles, cette hausse n'est pas appliquée aux taux des indemnités de chômage versées aux petits exploitants dont la valeur nette des terres retenue pour l'assiette de l'impôt dépasse 15 livres sans excéder 20 livres.

16 février

Annnonce de projet d'accord national provisoire de salaire pour 1978. Applicable sur quinze mois, cet accord comporte deux phases. La première phase, d'une durée de douze mois prévoit un relèvement des salaires de base de 8 %, l'augmentation ne devant cependant pas être inférieure à 3.50 livres par semaine. La seconde phase, d'une durée de trois mois prévoit un relèvement des salaires de base de 2 %. En dehors de l'augmentation prévue pendant la première phase de l'accord proposé, des augmentations du salaire de base pouvant atteindre 2 % pourront également être négociées par branche d'activité ou au niveau de chaque entreprise.

22 mars

Le Congrès des syndicats irlandais ("Irish Congress of Trade Unions") ratifie l'accord national provisoire de salaires proposé pour 1978.

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A Emplois du produit national brut

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976 ¹
(a) <i>En millions de livres aux prix courants</i>										
Dépenses des consommateurs	794.0	906.0	1 028.8	1 141.3	1 282.7	1 477.8	1 747.0	2 007.6	2 366	2 845
Dépenses courantes des administrations publiques	148.5	168.2	196.2	239.1	285.8	347.5	428.4	523.0	700	855
Formation brute de capital fixe	220.9	258.4	332.5	361.1	433.9	490.3	655.1	776.3	873	1 075
Variation des stocks et des travaux en cours	-4.5	16.1	37.1	34.9	14.8	55.4	73.4	93.5	-69	34
Demande intérieure	1 158.9	1 348.7	1 594.6	1 776.4	2 017.2	2 371.0	2 903.9	3 400.4	3 870	4 809
Exportations de biens et services ²	417.7	483.6	536.9	598.9	669.1	773.2	1 027.1	1 274.1	1 631	2 154
Demande globale	1 576.6	1 832.3	2 131.5	2 375.3	2 686.3	3 144.2	3 931.0	4 674.5	5 501	6 963
moins : Importations de biens et services ²	451.4	563.3	666.1	728.5	803.9	893.1	1 211.0	1 718.3	1 835	2 490
Revenus nets de facteurs reçus de l'étranger	24.6	31.7	28.3	28.3	26.6	29.6	23.5	36.4	19	16
Produit national brut aux prix du marché	1 149.8	1 300.7	1 493.7	1 675.1	1 909.0	2 280.7	2 743.5	2 992.6	3 685	4 489
(b) <i>En millions de livres aux prix de 1970</i>										
Dépenses des consommateurs	969.0	1 050.7	1 111.7	1 141.3	1 174.7	1 239.7	1 304.0	1 301.0	1 259	1 294
Dépenses courantes des administrations publiques	198.7	208.5	222.6	239.1	260.7	280.2	296.8	320.1	338	345
Formation brute de capital fixe	269.3	304.6	360.4	361.1	394.6	404.6	485.9	460.3	430	449
Variation des stocks et des travaux en cours	-7.0	19.0	38.8	34.9	14.4	38.0	38.9	48.5	-48	15
Demande intérieure	1 430.0	1 582.8	1 733.5	1 776.4	1 844.4	1 962.5	2 125.6	2 129.9	1 979	2 103
Exportations de biens et services ²	504.1	548.2	573.5	598.9	624.0	648.6	722.5	732.8	781	847
Demande globale	1 934.1	2 131.0	2 307.0	2 375.3	2 468.4	2 611.1	2 848.1	2 862.7	2 760	2 950
moins : Importations de biens et services ²	542.6	627.4	711.8	728.5	757.8	805.0	964.0	951.4	841	970
Revenus nets de facteurs reçus de l'étranger	29.4	35.2	30.2	28.3	25.1	26.7	18.7	19.9	9	6
Produit national brut aux prix du marché	1 420.9	1 538.8	1 625.4	1 675.1	1 735.7	1 832.8	1 902.8	1 931.2	1 928	1 986

1 Chiffres provisoires.

2 Non compris les revenus de facteurs.

Source : National Income and Expenditure.

Tableau B Production, emploi et autres indicateurs de l'activité économique

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
1 Volume de la production agricole ¹ (1968 = 100)	94.6	100.0	98.1	99.9	105.7	110.4	110.6	114.2	128.3	115.5
2 Cheptel bovin (milliers, au milieu de l'année)	5 586	5 572	5 688	5 957	6 134	6 438	6 970	7 215	7 165	6 245
3 Indice de la production industrielle (biens transportables) (1953 = 100)	196	218	235	243	253	264	292	296	277	302
<i>dont :</i>										
4 Industries extractives	365	449	494	526	545	549	548	540	528	457
5 Industries manufacturières	189	208	224	231	240	251	281	285	266	294
6 Main-d'œuvre masculine dans l'agriculture (en milliers, au 1 ^{er} juin)	308	299	288	274	265	258	251	245	243	235
7 Emploi dans les industries produisant des biens transportables (en milliers) ²	187	194	204	208	207	208	214	216	201	201
8 Chômage (nombre de chômeurs inscrits, en milliers) ³	54	56	55	60	65	72	67	72	104	113
9 Durée hebdomadaire du travail dans les industries manufacturières, heures ⁴	43.5	43.5	43.1	42.5	42.1	42.3	42.4	41.5	41.2	41.8
10 Montant hebdomadaire moyen des ventes au détail (1968 = 100)	92	100	111	122	135	152	179	203	241	285
11 Nouvelles immatriculations de voitures particulières (en milliers)	40.3	51.4	50.5	52.9	51.8	62.6	74.8	61.0	53.1	69.5

1 Production nette (y compris les variations du cheptel).

2 Les chiffres sont des moyennes.

3 Les chiffres ne sont pas comparables d'une année à l'autre, le champ de la série ayant été modifié.

4 Données concernant la semaine en milieu de mois.

5 Les changements apportés en 1971 au champ couvert par les données réduisent considérablement la comparabilité de celles-ci.

Sources : Irish Statistical Bulletin ; OCDE, Principaux indicateurs économiques.

Tableau C Prix et salaires

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
1 Prix agricoles (1953 = 100)	118	130	134	140	150	182	238	242	310	393
2 Indice des prix du bétail (1953 = 100)	118	138	144	153	165	204	265	246	315	426
3 Prix à la consommation ¹ (mi-août 1953 = 100)	153	160	172	186	203	220	245	287	347	409
dont :										
4 Prix alimentaires	144	153	162	174	187	209	244	280	340	396
5 Prix de gros (1953 = 100)	138	146	156	165	174	192	225	256	319	380
6 Prix industriels (1953 = 100)	143	149	160	168	177	190	216	259	324	371
dont :										
Produits ayant subi une transformation simple	118	123	126	131	134	144	169	209	263	299
Produits ayant subi une transformation plus poussée	152	159	173	182	193	207	234	278	347	398
7 Salaire horaire minimum dans l'agriculture (juillet 1953 = 100)	222	246	284	358	399	436	486	609	747	812
8 Gains horaires moyens dans les industries produisant des biens transportables (septembre 1953 = 100)	232 ²	255 ²	290	340	390	446	540	644	839	954

1 Les chiffres sont des moyennes.

2 Octobre.

Source : Irish Statistical Bulletin.

Tableau D Balance des paiements, 1966-1975 (base OCDE) Millions de dollars des Etats-Unis

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Exportations, fob	719	739	853	950	1 092	1 272	1 582	2 089	2 496	3 076
Importations, fob ¹	972	903	1 122	1 342	1 475	1 655	1 895	2 528	3 467	3 447
Balance commerciale	-253	-164	-269	-392	-383	-383	-313	-439	-971	-371
Services (montant net) ²	152	141	157	99	88	82	53	-6	-30	-85
Balance des biens et services	-101	-23	-112	-293	-295	-301	-259	-445	-1 001	-456
Transferts nets du secteur privé	61	62	77	96	106	115	131	219	321	396
Transferts nets du secteur public	-4	-4	-3	-2	-1	-4	-6	-9	-7	-11
Balance des paiements courants	-44	35	-38	-199	-190	-190	-134	-234	-686	-71
Opérations en capital à long terme (à l'exclusion des transactions spéciales)	119	70	50	77	151	380	21	267	724	380
(a) Privés ³	69	64	44	47	121	343	-31	191	397	24
(b) Publics	50	6	6	30	30	37	52	76	327	355
Balance de base	75	105	12	-122	-39	190	-114	32	37	309
Opérations en capital à court terme non monétaire du secteur privé ⁴	—	—	—	—	—	1	1	12	-17	-14
Opérations en capital à court terme non monétaire du secteur public	-6	1	-4	-4	-2	-1	4	-5	-3	-2
Erreurs et omissions	4	-84	-38	33	34	17	13	33	31	32
Balance des opérations non monétaires	73	22	-30	-93	-7	208	-96	72	48	325
Opérations en capital à court terme des institutions monétaires privées ⁵	11	-75	136	240	—	—	210	-64	92	75
Avoirs	119	-50	-18	266	—	—	-215	-1 111	-678	-291
Engagements	-108	-25	154	-26	—	—	426	1 047	770	366
Balance des règlements officiels	84	-53	106	147	-7	208	114	8	141	400
Position nette au FMI	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres opérations du secteur public	-1	-2	—	-1	-1	—	—	—	—	—
Allocations de DTS	—	—	—	—	13	13	14	—	—	—
Variation des réserves (+ = augmentation)	84	-55	106	146	5	221	128	8	141	400
(a) Or	2	2	54	-40	-23	-1	1	2	—	—
(b) Monnaies étrangères	93	-68	15	176	43	203	108	6	137	403
(c) Position active auprès du FMI	-11	11	37	10	-28	5	6	—	2	-3
(d) Droits de Tirage Spéciaux	—	—	—	—	13	13	14	—	2	—

1 Les chiffres originaux des importations étaient en base caf. Un ajustement en base fob a été effectué. Les importations ont été réduites de 8 % représentant l'estimation de la marge caf-fob.

2 Y compris les 8 % du montant des importations, pourcentage approximatif du fret, non inclus dans les chiffres initiaux.

3 Y compris le capital non monétaire à court terme.

4 Y compris le capital privé à long terme.

5 En 1970 et 1971, les chiffres sont compris dans les opérations en capital à long terme.

Sources : Balance des paiements, mémorandum de l'OCDE ; FMI, annuaire de la balance des paiements ; CSO, Irish Statistical Bulletin ; BRI, position monétaire vis-à-vis de l'extérieur des pays de l'OCDE ; FMI, statistiques financières internationales.

Tableau E Commerce et paiements extérieurs

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1 Importations (millions de livres, moyennes mensuelles)	43.0	51.1	56.4	62.9	69.8	94.8	135.5	142.0	194.8	256.9
2 Exportations (millions de livres, moyennes mensuelles)	30.3	33.7	38.9	44.9	54.0	72.4	94.5	120.6	154.9	209.7
3 Balance commerciale (millions de livres, moyennes mensuelles)	-12.7	-17.4	-17.5	-18.0	-15.8	-22.4	-41.0	-21.4	-39.9	-47.2
4 Volume des importations (1968 = 100)	100.0	114.3	118.0	124.1	131.8	158.5	155.2	134.5	155.0	
5 Volume des exportations (1968 = 100)	100.0	104.9	113.5	121.7	129.1	141.3	149.3	160.8	167.0	
6 Prix à l'importation (1968 = 100)	100.0	104.0	111.1	117.8	123.2	139.1	203.1	245.5	292.0	
7 Prix à l'exportation (1968 = 100)	100.0	106.1	113.1	121.8	138.2	169.1	209.1	247.6	305.8	
8 Termes de l'échange (1968 = 100)	100.0	101.9	101.8	103.4	112.2	121.5	103.0	100.9	104.7	
Réserves (millions de dollars, fin de période) :										
9 Or	79	39	16	17	17	18	20	19	19	21
10 Devises	418	594	637	911	1 023	911	1 146	1 419	1 686	2 216
11 Position de réserve au FMI	48	58	30	38	44	49	52	46	80	80
12 Droits de Tirage Spéciaux	—	—	13	29	43	48	50	48	53	55
13 Total	545	691	697	995	1 126	1 025	1 267	1 532	1 837	2 372

Sources : Irish Statistical Bulletin ; Central Bank of Ireland Quarterly Bulletin ; Statistiques financières internationales du FMI (lignes 9 à 13).

COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

	Période de référence	Unités	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie ¹	
POPULATION	Mi-1976	Milliers	13 916	7 510	9 818	23 143	5 073	4 729	52 921	61 513	9 165	220	3 162	56 157 ²	112 768	357	13 770	3 116	4 027	9 664	35 970	8 219	6 346	41 162	56 001	215 118	21 560	
	»	»	2	90	322	2	118	16	96	247	69	2	45	186	299	138	407	12	12	109	71	20	154	52	230	23	83	
	Mi-1966 à Mi-1976	%	1.8	0.3	0.3	1.4	0.6	0.3	0.7	0.4	0.6	1.2	0.9	0.7	0.7	1.0	1.5	0.7	0.6	1.1	0.5	0.6	2.4	0.2	0.9	(0.9)		
EMPLOI	1976	Milliers	5 808	2 947	3 718	9 572	2 392	2 144	20 870	24 556	(3 230)	93 ²²	1 021	18 930	52 710	147	4 542	1 206	1 789	3 088	12 535	4 088	2 676	14 710	24 425	87 485	8 887 ³	
	»	% du total	6.4	12.4	3.4	5.9	9.3	13.9	10.8	7.1	(34.3)	15.1 ²²	23.8	15.5	12.2	6.1	6.5	11.8	9.4	27.1	21.5	6.2	8.2	63.1	2.7	3.8	47.3	
	»	»	33.2	40.1	39.0	29.7	31.4	34.7	38.1	45.1	(29.0)	37.6 ²²	29.8	43.5	35.8	46.3	33.7	34.2	33.1	36.3	37.1	35.4	43.9	15.5	40.0	28.7	21.1	
	»	»	60.4	47.5	57.6	64.4	59.3	51.4	51.1	47.8	(36.7)	47.3 ²²	46.4	41.0	52.0	47.6	59.8	54.0	57.5	36.6	41.4	58.4	47.9	21.4	57.3	67.5	31.6	
PIB aux prix du marché	1976	Milliards de dollars des É-U ¹¹	94.12	40.62	65.91	194.60	38.53	28.14	346.76	445.91	22.04	1.45	7.93	170.77	555.06	2.24	89.52	12.86	31.30	15.74	104.62	74.22	56.29	41.06	219.18	1 702.02	32.56 ⁵	
	1971 à 1976	%	3.5	3.9	3.1	4.6	2.3	3.8	4.1	2.4	4.8	3.8	2.9	3.2	5.1	1.9	3.5	3.5	4.8	4.3	4.9	2.5	-0.4	7.4	1.8	2.9	5.1	
	1976	Dollars des É-U ¹¹	30 760	5 410	6 710	8 410	7 590	5 950	6 550	7 250	2 400	6 610	2 510	3 040	4 920	6 280	6 500	4 130	7 770	1 630	2 890	9 030	8 870	1 000	3 910	7 910	1 510	
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1976	% du PIB	23.7 ⁷	26.0	20.6	23.1	21.5	27.0	23.1	20.7	21.5 ⁸	29.5	24.5	20.3	29.6	28.2	19.7	25.2 ⁹	36.3	23.9	22.9	20.6	20.7	20.5 ²²	19.2	16.2	34.2	
	»	»	7.4 ^{6a}	10.5	7.6	9.2	10.5	9.0	8.4	8.4	8.4	6.0	9.6 ²²	8.6	13.4	8.6 ²²	8.1	..	13.9	6.9 ²²	8.9	8.7	6.7	..	8.6	6.8	14.1	
	»	»	5.0 ^{6a}	5.2	6.7	6.4	5.4	6.5	7.2	5.8	5.8	6.4	6.2 ²²	5.8	7.9	7.6 ²²	5.0	..	5.1	3.8 ²²	6.2 ²²	4.0	..	3.7 ²²	3.8	3.9	7.4	
	1971 à 1976	%	1.0	3.1	2.6	5.3	1.0	1.8	3.3	-1.2	-0.3	3.1	2.3	0.0	2.5	0.4	-1.6	..	7.3	5.8	6.3	1.2	-4.4	11.7	0.0	4.8		
TAUX D'ÉPARGNE GLOBALE ¹²	1976	% du PNB	23.7 ⁷ 22	27.3	22.1	21.7	16.7	27.1	23.3	24.4	19.5	27.9	17.8	20.2	32.3	27.4 ²²	24.5	20.6 ²²	26.6	3.8 ²²	19.8	20.6	26.3	17.7 ²²	18.9	17.4	35.6	
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS	1976	% du PIB	16.2 ⁷	16.5	17.9	20.1	24.2	19.7	14.7	20.4	15.3	9.9	19.5	14.0	10.9	15.5	18.3	18.4 ⁹	17.1	15.4 ²²	10.3	25.6	13.4	11.3 ²²	21.8	18.7	19.1	
	»	»	10.4 ⁷	16.1 ²²	21.4	12.1	17.5	14.4	24.1	19.1	10.9	..	21.9 ²²	22.1	9.2	26.2 ²²	30.5	..	23.7	9.1 ²²	12.7	22.0	15.5	6.5 ²²	15.2	11.8	..	
	»	»	32.6 ⁷	39.1 ²²	35.5	36.8	46.5	44.8	42.4	42.2	29.4	..	34.2 ²²	36.5	23.6	50.6 ²²	53.5	..	50.1	24.7 ²²	25.7	57.4	34.0	20.5 ²²	40.6	31.5	42.2	
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	1976	% du PNB	0.4	0.1	0.5	0.5	0.6	0.2	0.6	0.3	..	..	..	0.1	0.2	..	0.8	0.4	0.7	..	..	0.8	0.2	..	0.4	0.3	..
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE	1976	Dollars des É-U ¹¹	3 950	3 040	4 150	4 780	4 430	3 100	4 080	4 010	1 680	3 980	1 580	1 960	2 790	3 970	3 720	2 380 ⁹	4 280	1 230	2 010	4 830	5 590	633 ²²	2 350	5 110	821	
	1975	Nombre	368	229	266	374 ¹⁶	257	211	289	290	48	291	164	257 ¹⁶	154	391	249	373	237	97	136	336	278	81 ⁶	249	498	72	
	»	»	390	281	285	572	454	389	262	317	221	417	141	259	405	411	368	502	350	113	220	661	611	25	379	695	61	
	1974	»	227 ¹³	247	252	366	308	269	235	305	106	217 ¹⁰	178	213	233	257	259	304 ¹⁰	256	66	174	348	264	12	315	571	131	
	1975	»	1.4 ¹³	2.1	1.9	1.7	1.6 ¹³	1.4	1.5	1.9 ¹⁶	2.0	1.6 ¹⁰	1.2	2.0 ¹⁶	1.2 ¹⁶	1.1 ¹⁶	1.6	1.3	1.7	1.3	1.6	1.6 ¹⁶	1.8	0.6	1.3 ¹⁶	1.6 ¹⁶	1.4	
	»	% du groupe d'âge corresp.	39.7	15.9 ¹⁶	34.4 ¹⁶	49.8 ¹³	36.3 ¹⁶	24.5	31.4 ¹⁶	24.2 ¹⁶	..	..	..	31.0	34.3 ¹⁶	..	21.1 ¹⁶	..	40.3 ¹⁶	(9.8) ¹⁰	29.3 ¹⁰	(31.1) ¹³	..	..	21.8 ¹⁶	43.2	16.6
	»	Nombre	16.1 ¹⁶	20.5	16.2 ¹⁶	15.0 ¹⁶	10.7 ¹⁶	10.3 ¹⁶	13.6	19.7	24.0 ¹⁶	11.4 ¹⁶	17.0 ¹⁶	20.7	10.0	14.8	10.3	16.0	10.5 ¹⁶	37.9 ¹⁶	12.1	8.3	10.7	..	16.0	16.1	39.7	
SALAIRES ET PRIX	Accroissement moyen annuel																											
	1971 à 1976	%	16.4	12.5	16.4	11.9	16.7	17.9	15.4	8.9	20.8	34.0 ¹⁹	19.9	20.8	17.7	..	13.2	11.9	14.6	16.3 ²⁰	20.8	13.4	7.5	23.6 ²⁰	17.0	7.8	..	
	1972 à 1977	%	13.1	7.7	9.7	8.9	10.8	14.5	10.3	5.7	16.1	34.7	16.1	16.5	12.9	8.6	8.7	13.0	9.4	16.9 ¹⁴	17.2	9.6	5.6	20.4	16.3	7.7	18.7	
COMMERCE EXTÉRIEUR	1976	Millions de dollars des É-U ¹¹	13 116	8 508	32 844 ²¹	38 628	9 108	6 342	55 812	102 036	2 544	396	3 312	36 924	67 224	—	38 748	2 780	7 920	1 812	8 724	18 444	14 844	1 960	46 260	114 996	4 556	
	»	%	14.1	21.1	48.9	20.4	23.8	22.3	16.1	22.5	11.5	28.3	42.5	22.6	12.2	—	43.9	22.4	25.7	11.5	8.5	25.0	26.2	5.1	21.3	6.8	13.9	
	1971 à 1976	%	3.7	7.7	7.3	4.1	4.2	4.0	7.6	7.6	17.0	..	6.6	6.9	10.1	—	7.0	2.3	8.4	2.6	11.2	3.1	4.8	..	5.1	8.2	7.1	
	1976	Millions de dollars des É-U ¹¹	11 196	11 520	35 352 ²¹	37 956	12 420	7 392	64 392	87 780	6 012	468	4 200	43 368	64 800	—	39 948	2 830	11 112	4 212	17 460	19 164	14 772	5 129	55 968	121 788	6 881	
	»	%	12.1	28.5	52.6	20.0	32.5	26.0	18.6	19.4	27.1	33.4	53.8	26.5	11.7	—	45.2	22.8	36.1	26.8	17.0	26.0	26.1	12.9	25.8	7.2	21.0	
	1971 à 1976	%	5.6	8.4	6.7	8.4	5.4	4.1	8.6	6.5	6.7	..	5.3	3.7	6.3	—	4.3	5.1	6.4	3.2	10.4	5.6	1.1	..	5.0	4.7	2.5	
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES	Fin 1977	Millions de dollars des É-U	2 384	4 244	5 761 ²¹	4 608	1 671	570	10 194	39 737	1 020	100	2 372	11 608	23 261	—	8 065	445	2 200	1 076	6 590	3 668	13 830	774	21 057	19 390	2 780	
	En 1977	%	19.5	29.9	14.3 ²¹	11.7	12.6	7.5	14.5	39.5	16.3	16.3	44.0	32.8	—	17.7	—	17.7	—	37.1	18.2	77.2	13.5	33.1	13.1	28.8		

1 En provenance, pour partie, de sources nationales.
 2 Population résidente totale.
 3 Secteur privé et socialisé.
 4 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
 5 Produit social.
 6 A prix constants.
 6^a Secteur privé.

7 Année fiscale commençant le 1^{er} juillet.
 8 Non compris les bateaux opérant outre-mer.
 9 Année fiscale commençant le 1^{er} avril.
 10 1973.
 11 Aux prix et taux de change courants.
 12 $\left[\frac{\text{PNB} - (\text{Cons. priv.} + \text{Cons. pub.})}{\text{PNB}} \right] \times 100$.

13 1972.
 14 1971 à 1976.
 15 En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables. Pour plus de détails se reporter à l'« Annuaire des statistiques de l'enseignement — volume 1 (1974) et volume 2 (1975) — OCDE, Paris ».
 16 1974.
 17 Nombre de morts dans la première année pour 1 000 naissances vivantes.
 18 En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables.
 19 1971 à 1975.

20 1970 à 1975.
 21 Y compris le Luxembourg.
 22 1975.
 NOTE Les chiffres entre parenthèses représentent des estimations du Secrétariat de l'OCDE.
 Sources: Pour tous les sujets et tous les pays : OCDE : Statistiques de la population active, Principaux indicateurs économiques, Comptes nationaux, l'« Observateur », Statistiques du commerce extérieur (série A); Office statistique des Communautés européennes, Statistiques de base de la Communauté; FMI, Statistiques financières internationales; NU, Annuaire statistique.

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA — ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165,
BUENOS-AIRES. ☎ 33-1787-2391 Y 30-7122

AUSTRALIA — AUSTRALIE

International B.C.N. Library Suppliers Pty Ltd.,
161 Sturt St., South MELBOURNE, Vic. 3205. ☎ 699-6388
P.O.Box 202, COLLAROEY, NSW 2097 ☎ 982 4515

AUSTRIA — AUTRICHE

Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1. ☎ 52.22.35

BELGIUM — BELGIQUE

Librairie des Sciences,
Coudenberg 76-78, B 1000 BRUXELLES 1. ☎ 512-05-60

BRAZIL — BRÉSIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaiçá 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. ☎ 261-1920
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB.
☎ 232-07. 32

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,
MONTREAL, Quebec H3H 1M7 ☎ (514) 937-3519

DENMARK — DANEMARK

Munksgaards Boghandel,
Nørregade 6, 1165 KØBENHAVN K. ☎ (01) 12 69 70

FINLAND — FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. ☎ 625.901

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.
☎ 524.81.67

Principal correspondant :
13602 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université.
☎ 26.18.08

GERMANY — ALLEMAGNE

Verlag Weltarchiv G.m.b.H.
D 2000 HAMBURG 36, Neuer Jungfernstieg 31.
☎ 040-35-62-500

GREECE — GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132. ☎ 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Sales and Publications Office, Beaconsfield House, 1st floor,
Queen's Road, Central. ☎ H-233191

ICELAND — ISLANDE

Snehebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstraeti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIC.
☎ 13133/14281/11936

INDIA — INDE

Oxford Book and Stationery Co.,
NEW DELHI, Scindia House. ☎ 45896
CALCUTTA, 17 Park Street. ☎ 240832

IRELAND — IRLANDE

Eason and Son, 40 Lower O'Connell Street,
P.O.B. 42, DUBLIN 1. ☎ 74 39 35

ISRAËL

Emanuel Brown: 35 Allenby Road, TEL AVIV. ☎ 51049/54082
also at:
9, Shlomzion Hamalka Street, JERUSALEM. ☎ 234807
48 Nahlatz Benjamin Street, TEL AVIV. ☎ 53276

ITALY — ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni:
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. ☎ 579751
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. ☎ 365083
Sous-dépôtaires :
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00 186 ROMA. ☎ 674628
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO. ☎ 365446
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. ☎ 519274
La diffusione delle edizioni OCDE è inoltre assicurata dalle migliori

JAPAN — JAPON

OECD Publications Centre,
Akasaka Park Building, 2-3-4 Akasaka, Minato-ku,
TOKYO 107. ☎ 586-2016

KOREA — CORÉE

Pan Korea Book Corporation,
P.O.Box n°101 Kwangwhamun, SÉOUL. ☎ 72-7369

LEBANON — LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss Street, P.O.Box 5641, BEIRUT.
☎ 354429-344425

THE NETHERLANDS — PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Chr. Plantijnstraat
S-GRAVENHAGE. ☎ 070-814511
Voor bestellingen: ☎ 070-624551

NEW ZEALAND — NOUVELLE-ZÉLANDE

The Publications Manager,
Government Printing Office,
WELLINGTON: Mulgrave Street (Private Bag),
World Trade Centre, Cubacade, Cuba Street,
Rutherford House, Lambton Quay. ☎ 737-320
AUCKLAND: Ruland Street (P.O.Box 5344). ☎ 32.919
CHRISTCHURCH: 130 Oxford Terrace (Private Bag). ☎ 50.331
HAMILTON: Barton Street (P.O.Box 857). ☎ 80.103
DUNEDIN: T & G Building, Princes Street (P.O.Box 1104),
☎ 78.294

NORWAY — NORVÈGE

Johan Grundt Tanums Bokhandel,
Karl Johansgate 41/43, OSLO 1. ☎ 02-332980

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.
☎ 66839

PHILIPPINES

R.M. Garcia Publishing House, 903 Quezon Blvd. Ext.,
QUEZON CITY, P.O.Box 1860 — MANILA. ☎ 99.98.47

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74, LISBOA 2. ☎ 360582/3

SPAIN — ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.,
Castelló 37, Apartado 1223, MADRID-1. ☎ 275.46.55
Libreria Basinos, Pelayo, 52, BARCELONA 1. ☎ 222.06.00

SWEDEN — SUÈDE

AB CE FRITZES KUNGL HOVBOKHANDEL,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM. ☎ 08/23 89 00

SWITZERLAND — SUISSE

Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11. ☎ 022-31.89.50

TAIWAN — FORMOSE

National Book Company,
84-5 Sing Sung Rd., Sec. 3, TAIPEI 107. ☎ 321.0698

TURKEY — TURQUIE

Librairie Hachette,
469 Isiklal Caddesi, Beyoglu, ISTANBUL. ☎ 44.94.70
et 14 E Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA. ☎ 12.10.80

UNITED KINGDOM — ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,
LONDON SE1 9 NH. ☎ 01-928-6977, Ext.410
or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1207, 1750 Pennsylvania Ave.,
N.W. WASHINGTON, D.C.20006. ☎ (202)298-8755

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipán,
CARACAS 106. ☎ 32 23 01/33 26 04/33 24 73

YUGOSLAVIA — YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.
☎ 621-992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:

OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

PUBLICATIONS DE L'OCDE
2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16
N° 40.644 1978

●
IMPRIME EN FRANCE

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES
*Études détaillées du développement économique
dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays F 12,00 £ 1.50 \$ 3.00

Abonnement pour la série F 200,00 £ 24.00 \$ 50.00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique
récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives
au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.*

*En supplément, cette publication contient fréquemment
des études spéciales destinées à faciliter
l'interprétation des tendances économiques.*